LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR 02/84 - Déclaration de Marina da Silva et Frédéric Oriach / Brigades Rouges - Colonne Walter Alasia: "Encore un pas" / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique (II) / Communiqués des Groupes de Résistance Anti-fascistes du 1er Octobre / 13/09/83: Communiqué de l'action "17/9 Sabra et Chatila" Hambourg

04

Déclaration politique de Marina da Silva et Frédéric Oriach, novembre 83

Le 21 Novembre 1983

L'été 82 voit les hordes sionistes envahir le Liban et y déchainer la barbarie fasciste qui est toujours attachée au nom d'‹Israël›. En même temps que des manifestations de masse et d'autres interventions de solidarité non-violentes, se déroulent des actions armées, menées par divers groupes révolutionnaires contre des intérêts économiques ou politiques sionistes à Paris.

En septembre 82, arrestation de Frédéric Oriach trouvé en possession d'écrits politiques attachés à sa pratique militante publique, en particulier un texte d'article pro-palestinien abordant l'actualité des actions anti-sionistes de l'été et des fiches documentaires tirés d'annuaires économiques sur les intérêts sionistes en France. Oriach est alors inculpé sans autre ‹preuve›, d'homicides, tentatives d'homicides, destructions par explosifs, attentat contre la paix intérieure, dans le cadre de quatre actions anti-sionistes menées par des groupes différents les uns des autres, ainsi que d'‹association de malfaiteurs› dans le cadre général de la vague d'actions anti-sionistes de l'été 82.

Le 22 avril 83, parallèlement à de nombreuses initiatives de solidarité politiques, un groupe anti-impérialiste dévaste le Musée de la Légion d'Honneur, un temple dressé à la gloire de toutes les guerres colonialistes et impérialistes de la France des porcs. Cette action exigeait le retrait immédiat des impérialistes français du Liban et la libération de F. Oriach.

Marina da Silva et Christian Gauzens, militants communistes révolutionnaires, sont arrêtés quelques jours plus tard, sur le prétexte d'une reproduction par Marina da Silva du communiqué revendiquant l'attaque du musée.

Les procès

Le 10 novembre 83 a lieu le procès de Marina da Silva et Christian Gauzens qui affrontèrent des juges particulièrement agressifs en revendiquant leur totale solidarité avec l'action menée contre le musée. Des juges qui brilleront par leurs propos racistes contre les camarades composant la salle et contre M. da Silva, suscitant ainsi la colère de l'assistance qui sera alors violemment réprimée. Devant la totale absence d'éléments matériels, C. Gauzens est relaxé, par contre M. da Silva est condamnée à seize mois de prison.

Le 16 juin a lieu le premier procès de F. Oriach. Sur la seule et unique base de ses écrits il est accusé d'avoir ‹transporté sur le territoire national un terrorisme étranger›, d'être l'instigateur de divers attentats non précisés, de prôner la lutte armée révolutionnaire, etc...Donc de faire partie d'une ‹association de malfaiteurs› dont il serait le seul membre et dont personne n'avait jamais entendu parler. Le procureur demande quatre ans de prison, le tribunal le condamne à six ans. Le 20 octobre a lieu le procès d'appel; le procureur sioniste Ginzburger déchaîne sa haine délirante de façon particulièrement hystérique, présentant Oriach comme ‹organisateur d'un cadre globalisateur du terrorisme›, ‹responsable de massacre contre les juifs›, etc..., demandant une peine de quatre à six ans ‹au nom de l'honneur des Juifs et de la Société›. La peine sera prononcée un mois plus tard : cinq ans de prison pour des écrits politiques d'usage parfaitement public. L'énoncé du verdict précise cette fois-ci qu'il existe un mouvement diffus, dit ‹terroriste›, composé de divers groupes, que par ses déclarations Oriach appartiendrait à ce mouvement diffus et que cela suffit à constituer une ‹association de malfaiteurs› sans qu'il importe de savoir à quel groupe il appartiendrait et quel serait son degré d'implication. Une telle décision politico-juridique crée un grave précédent de responsabilité politique collective qui constitue une nouvelle arme particulièrement dangereuse dans l'arsenal judiciaire contre le mouvement révolutionnaire.

Ces procès seront à chaque foix ceux de la peur de la Palestine, face à la dénonciation du caractère sioniste et impérialiste de la social-démocratie des Mitterrand et consorts, dans l'appel à ce que le combat des Palestiniens fait résonner ici comme espoir et comme souffle dans nos propres combats pour la révolution communiste.

La solidarité

Malgré la conjoncture peu enthousiasmante de l'époque, la grande faiblesse du mouvement révolutionnaire, notre combat rencontrera une importante solidarité qui s'appuiera en particulier sur une intensive pratique militante. Notamment dans un travail militant de masse, ouvert, d'information et d'agitation, qui suscitera une réelle sensibilisation prolétarienne dans les quartiers de travailleurs arabes.

Dans un certain nombre d'actions à caractère offensif mais non armé, qui amplifieront l'impact du militantisme de masse.

D'autre part des attaques à l'explosif contre des installations de l'armée et du Parti Socialiste firent le lien entre la solidarité communiste et l'exigence globale d'entamer et de développer ici la lutte armée révolutionnaire.

Pourquoi la Palestine ?

L'importance de la répression manifestée par ces procès désigne les enjeux. La dictature bourgeoise française s'est donnée en 81 un gouvernement social-démocrate, remettant ainsi en place la bande de crapules socialistes de Mitterrand, une équipe qui depuis qu'elle sévit dans ce pays – donc de 45 à 58 puis de nouveau maintenant – à toujours rassemblé les pires tortionnaires, colonialistes, exploiteurs et ennemis mortels de tous les peuples du monde.

Il s'agissait alors pour la bourgeoisie de se doter des meilleurs moyens politiques pour faire face au développement accéléré des contradictions au sein du système d'exploitation. Ce qui à l'intérieur veut dire renforcer la paix sociale, le consensus afin d'augmenter les taux d'exploitation. Et à l'extérieur cela veut dire resserrer les rangs au sein de l'impérialisme mondial, donc aligner encore d'avantage sur la bête immonde américaine et renforcer le rôle traditionnel de la France dans le monde : être le plus féroce des chiens de garde, le colonialiste le plus infâme, le fer de lance de l'impérialisme à hégémonie américaine.

On comprend dans ces conditions que les bourgeois réagissent avec autant de peur et d'hystérie répressive face à tout acte, toute parole, toute existence remettant en question le fonctionnement impérialiste, le remettant en question non pas par une quelconque "résistance" ou par la recherche d'aménagements et d'espaces censés être différents, mais par l'attaque, la subversion totale. Et cela implique lutte armée, ici, immédiatement. Nous soutenons que la lutte armée est incontournable, qu'elle ne peut en aucun cas résumer l'ensemble des besoins révolutionnaires, la richesse de tous les combats, mais qu'elle est totalement et radicalement nécessaire. Pas demain ou après-demain, mais aujourd'hui.

La double offensive impérialiste, intra-nationale et extra-nationale, sous la direction de la sociale-démocratie, rencontre la Palestine sur sa route. Ce n'est donc pas un hasard si nos procès convergèrent vers la Palestine.

Pour Marina da Silva et Christian Gauzens, par leur lutte contre l'impérialisme français attaquant les peuples libanais et palestiniens. Pour Frédéric Oriach, revendiquant le partage total du combat palestinien et accusé de "transporter" ce combat ici.

Car le combat palestinien, c'est un peu la "guerre d'Espagne" de notre époque, un combat où tout s'engage, le national et l'international, les grandes stratégies géopolitiques des impérialistes et les valeurs les plus fondamentalement humaines, les plus simplement humaines, la revendication d'un pays et l'"assaut du ciel", la résistance acharnée d'un exil autre et l'espoir sans cesse renaissant dans le quotidien de l'existence combattante.

Alors répondre à l'appel de la Palestine c'est se retrouver au cœur de tous les conflits qui traversent aussi les métropoles impérialistes et particulièrement, pour nous ici, la France.

– Parce que l'espace géopolitique palestinien est le verrou du Moyen-Orient, la zone des tempêtes qui détermine les équilibres de toute l'aire méditerranéenne où l'impérialisme français joue un rôle central.

– Pour ce qui signifie l'escroquerie sioniste dans l'idéologie dominante, de façon tellement considérable qu'elle parvint de tout temps, sous l'étiquette de "question juive", à miner le mouvement révolutionnaire.

– Parce que c'est aujourd'hui la social-démocratie qui a le pouvoir politique, que social-démocratie et sionisme sont intrinsèquement liés, totalement inséparables par leur histoire commune, leur idéologie, leurs intérêts à tous les niveaux.

– Parce que le souffle de résistance, de combat, d'espoir, du peuple palestinien constitue une force que chaque existence révolutionnaire devrait incarner et dont le caractère véritablement subversif est exacerbé dans nos pays d'Occident englués dans l'aliénation de la pensée impérialiste, enlisés dans le non-espoir, envasés dans le recroquevillement frileux, l'absence d'idéal, la passivité et les grandes peurs millénaristes.

– Parce que la civilisation des Palestiniens est celle de ceux dont l'oppression coloniale et la destruction des identités par l'Occident a commencé avec la révolution industrielle européenne, c'est-à-dire correspond totalement au développement du capitalisme. Et que de ce fait la question de la civilisation pour les peuples arabes – et plus largement de l'aire islamique – se pose en antagonisme immédiat avec l'impérialisme.

Et il se trouve que l'impérialisme présente, parmi ses caractéristiques le différenciant de l'ancien colonialisme, le fait de remplacer tendanciellement le pillage direct des richesses naturelles des pays opprimés par la circulation du capital mais aussi de la force de travail. La situation est alors qu'en France une fraction importante du prolétariat est constituée par les travailleurs déportés, particulièrement par les hommes et les femmes de civilisations islamiques. La question n'est pas de faire le décompte des luttes et des uns ou des autres ou de mesurer les aliénations respectives, mais de constater que les travailleurs déportés constituent une catégorie particulière formant de la façon la plus concentrée une fraction centrale du prolétariat, parce que majoritairement ouvrière et d'une grande homogénéité sociale. Cela d'un point de vue de classe, d'un point de vue objectif, matérialiste.

Anciens colonisés, actuel néo-colonisés, les travailleurs déportés incarnent humainement dans leur existence quotidienne la contradiction entre métropoles dominantes et pays dominés au cœur même du système de production central des métropoles impérialistes.

Sachant la reconnaissance des valeurs de civilisation, de combat, de références de résistance et de révolte, des travailleurs déportés de pays à culture islamique, dans la Palestine, tout révolutionnaire comprend immédiatement ce que signifie un combat – la Palestine – qui d'une telle façon se fait articulation en soi entre la contradiction prolétariat/bourgeoisie au sein du rapport capitaliste.

En cela, le combat palestinien est certainement aujourd'hui le combat qui achève le dépassement du tiers-mondisme dans la conscience des révolutionnaires d'ici, ou du moins qui permet le dépassement de façon immédiate.

Cela c'est ce que nous comprenons et c'est ce que nous vivons, dans nos choix mais aussi parce que l'ennemi de classe le comprend également fort bien, comme on peut le constater face à l'hystérie répressive par laquelle l'Etat bourgeois transgresse son propre Droit lorsque la Palestine s'introduit dans le prétoire de leurs tribunaux sordides pour concrétiser ce que peut être la fraternité internationaliste, pour donner vie au combat révolutionnaire tel qu'il doit être : international et animé d'une foi totale dans la marche libératrice.

Notre conclusion est simple :

Dans nos procès, l'Etat impérialiste a condamné pour la première fois depuis longtemps sur la seule base d'écrits militants ; objectivement, il s'agit donc de procès d'opinion, mais nous laisserons ces considérations et toutes les jérémiades sur la liberté d'expression aux défenseurs d'une démocratie dont nous n'avons que faire, car si nos expressions nous ont mené en prison c'est uniquement parce que celles-ci se réfèrent à un combat, à une pratique plus que jamais nécessaire et dont nous appelons à ce qu'elle s'amplifie.

– Lorsque l'impérialisme, sous la gestion social-démocrate, mène une attaque sans précédent contre les travailleurs en employant tous les moyens pour augmenter le taux d'exploitation (licenciements massifs, augmentation des prix et de la fiscalité, attaque contre les garanties sociales, etc.) en intégrant à ce sale boulot toutes les organisations et syndicats Kollabos, il est temps que le mouvement ouvrier développe ses formes d'autonomie de classe dans un combat radical. Les temps sont à la guerre sociale, classe contre classe.

– Lorsque l'impérialisme en France, sous la direction de la social-démocratie, gère le racisme et l'encourage pour accroître les contradictions au sein du prolétariat et renforcer les divisions de celui-ci. Lorsque à cette superstructure qu'est le racisme d'Etat vient s'articuler cette infrastructure lui correspondant dialectiquement qu'est le racisme populaire. Sachant ce que signifie le racisme quand il permet à l'opprimé de se valoriser (et donc de mieux accepter son oppression) en considérant un plus opprimé que lui et en méprisant un plus faible que lui, l'évidence est que le plus opprimé, victime du racisme, doit montrer sa force. Les frères de classe peuvent se reconnaître comme tels non pas par la "compréhension", la "tolérance", le "droit à la différence", l'"antiracisme" et l'"antifascisme", mais seulement dans le combat de classe. Le fasciste et le raciste répondent à un mode de pensée irrationnel même si celui-ci est géré rationnellement, aussi ce n'est pas la persuation du discours qui peut le changer ; la bataille contre le racisme populaire ne se fait pas par l'explication et la discussion, face à un fonctionnement psychologique, c'est l'intervention psychologique qui s'impose : le fasciste et le raciste perdent leur sentiment de supériorité et de mépris lorsqu'ils se retrouvent à la morgue ou sur un lit d'hôpital.

Au mythe de la force, il faut opposer la force réelle ; à la brutalité lâche, il faut opposer la violence révolutionnaire. Le mot d'ordre face aux racistes et aux fascistes n'est pas de se battre contre le racisme ou le fascisme en tant que principes mais d'en détruire les fonctionnements mentaux en attaquant les racistes et les fascistes ; le seul mot d'ordre juste en l'occurence est celui du communiste Paul Vaillant-Couturier : *"Pour un œil, les deux yeux ; pour une dent toute la gueule"*.

Dans ce combat, il est évident que les travailleurs déportés, en particulier Arabes et Noirs ne peuvent que vivre intensément l'exemple et le sens du combat palestinien.

–Lorsque les Français impérialiste déchaînent leur terrorisme international par l'attaque contre les peuples libanais, palestiniens, tchadiens, antillais...Le rôle des révolutionnaires présents en France n'est pas de réclamer une autre politique à l'Etat, d'autres effets–moins sanglant ou moins apparents–de l'impérialisme, mais de se battre pour la destruction de celui-ci et dans l'immédiat cela signifie porter dans le cœur de la bête, au cœur du territoire de l'Etat français, la guerre qu'il porte contre les peuples du monde. Notre devoir de communistes est de casser le consensus, de déserter les rangs de l'Occident et donc de nous remettre en question nous-mêmes, de "tirer sur nos propres généraux", par l'engagement dans cette guerre mondiale d'ores et déjà engagée en agissant concrètement pour la défaite de notre propre impérialisme, en attaquant celui-ci par tous les moyens sur ses bases arrières, ici où sont les structures de commandement, les sources de l'agression et de l'oppression. Nous devons construire les moyens de cette attaque militaire, politique, idéologique, contre l'impérialisme là où nous sommes, mais cette construction ne peut se faire autrement qu'en menant déjà l'attaque révolutionnaire, militairement, politiquement, idéologiquement.

Dans la subversion radicale de la pensée impérialiste, dans le harcellement de toutes les structures bourgeoises et la destruction des institutions, par la destabilisation des fausses valeurs réactionnaires–qui cristallisent la non-vie selon la logique du profit–et de tous les fonctionnements politiques, économiques, idéologiques de la démocratie bourgeoise, dans l'organisation et le développement de la lutte armée révolutionnaire nous construirons déjà la fraternité transnationale de tous les opprimés, de tous les exploités, nous construisons déjà les fondements du communisme, nous annonçons déjà dans le refus de l'inacceptable et dans l'exigence d'une existence d'humains l'aube d'un monde nouveau.

BR Colonne Walter Alasia

"Encore un pas"

En champs

les oranges éparpillées

En groupe

les étoiles ordonnées

En tas

les prolétaires attendent

Derrière l'angle

passe

le drapeau rouge.

(Sante Notarnicola)

PREAMBULE

La nouvelle conjoncture, caractérisée par le passage à la guerre totale, nous impose des tâches qualitativement nouvelles. Il ne s'agit pas en effet, d'un passage linéaire, mais d'une rupture, et surtout d'une rupture avec notre passé: il s'agit en un mot du saut de Occ à Parti.

Si l'on ne construit pas le saut au Parti, on ne se donne aucune possibilité concrète de faire face aux tâches de conjoncture. De plus, on ne se donne qucune possibilité que le Prolétariat Métropolitain gagne la guerre sociale totale, mais seulement qu'il la subisse.

Assumer les tâches que la conjoncture nous impose comme centrales, et donc travailler avec toutes les forces pour la construction du Parti, implique cependant que toute notre expérience d' Occ soit remise en discussion.

Il s'agit, en d'autres termes, de saisir, potentialiser et développer de manière adéquate tous les aspects de notre pratique sociale qui, depuis le début, tendaient à l'agir en Parti, même de manière encore partielle, et d'enterrer sans pitié les aspects de notre théorie—praxis qui nous retenaient (et nous retiennent encore) rigidement enracinés dans l'agir en Occ. En ce sens, il faut opérer une rupture avec le passé, il faut «regarder le passé avec les yeux du futur».

1—

Construire le Parti signifie avant tout de comprendre les caractéristiques générales qui configurent l'actuelle conjoncture. Le passage de l'Occ à Parti n'est pas en effet un simple développement quantitatif (conception qui est soutenue par les subjectivistes-militaristes). L'Organisation devient Parti en se niant comme Occ, en niant les pratiques d'Occ et en développant les pratiques de Parti: en effectuant ainsi un saut politique. Ce saut politique est caractérisé par une rupture: en cela, la construction du Parti est un processus continu et contradictoire, un saut, et non un passage linéaire. Le Parti se construit, il ne se fonde pas.

Avec quoi faut-il rompre?

Principalement avec tous les aspects de la pratique d'Occ qui tendent à reproduire la formule adoptée dans la phase précédente, celle de la propagande armée. Dans la phase de propagande armée, un rapport Parti-masses totalement déséquilibré du point de vue du Parti s'est imposé, inévitablement et indépendemment de la volonté des camarades. Nous disons inévitablement parce que le principe même de la propagande armée et ses objectifs (enraciner l'idée-force de la justesse et de la nécessité de la Lutte Armée dans le Prolétariat Métropolitain) suppose que l'accent soit plus mis sur l'activité consciente de l'Organisation que sur celle des Mouvements de Masse. La propagande armée effectuée par l'Organisation et les Mouvements de Masse, c'est presque toujours le premier terme qui prévalait.

L'Organisation remplissait ainsi une fonction dans le même temps pédagogique et de soutien/stimulation aux Mouvements de Masse. Dans le contexte du rapport organisation-masses qui caractérisait la phase de la propagande armée, l'aspect principal était la fonction pédagogique.

Les exigences de la conjoncture actuelle imposent au contraire de rompre complètement avec cette configuration: il ne s'agit plus aujourd'hui de sensibiliser les masses et d'organiser les avantgardes dans l'Organisation sur le terrain de la Lutte Armée; il s'agit aujourd'hui d'organiser les masses sur le terrain de la Lutte Armée.

2—

D'autre part, l'élément qui caractérisait l'agir en Occ était l'agir dans le «politique». C'était dans la sphère du politique que l'Occ recrutait ses militants, en s'adressant aux couches de classe les plus conscientes et à leurs avantgardes de lutte. Elle effectuait ainsi une scission de fait entre le politique (même correctement étendu comme politico-militaire) et l'économique, entendu au contraire comme terrain de lutte privilégié des masses. La Lutte Armée pour le communisme était ainsi une pratique pour l'avantgarde, mais pas encore une pratique sociale des masses. Il est aujourd'hui plus que nécessaire de dépasser cette conception : organiser les masses sur le terrain de la guerre sociale totale signifie en effet les organiser tout au long de la sphère économico-sociale traversée par la contradiction entre Bourgeoisie Impérialiste et Prolétariat Métropolitain (dans l'économique, le politique, le culturel, etc., en un seul mot dans le «social») et construire une ligne de masse qui sache agir dans chaque interstice de la société.

Le caractère total de la guerre ne vient pas, en effet, de sa destructivité ou du niveau militaire plus ou moins élévé qu'elle exprime. Dans les communiqués du procès Moro, les camarades observent justement que les guerres interimpérialistes, même si elles ne se laissent pas un seul brin d'herbe debout dans la nation vaincue, n'en sont pas pour autant des guerres totales. Le caractère total de la guerre vient au contraire du fait que celle-ci investit la totalité des rapports sociaux capitalistes. La tendance à la guerre vit dans chaque aspect des rapports sociaux capitalistes jusqu'à arriver sous une forme contradictoire, dans la conscience même des prolétaires. Lorsque les théoriciens américains de la contre révolution globale affirment que «la guerre contre le communisme est surtout une guerre pour la conquête des consciences», ils démontrent qu'ils ont parfaitement compris cet aspect qualitativement nouveau du rapport révolution-contrerévolution. Nouveau en ce qu'il ne commence à recouvrir l'importance actuelle qu'avec le passage de la domination formelle à la domination réelle du Mode de Production Capitaliste (MPC) sur tous les rapports sociaux. (cf. à ce propos «Forcer l'Horizon»).

Cet aspect pourra peut-être sembler «secondaire» ou «superstructurel» aux camarades qui ne parviennent pas encore à se libérer du passé, alors qu'il s'agit d'une thèse fondamentale pour le saut au Parti. En plus du fait matériel que si l'on assume pas à ce niveau d'analyse, il est impossible d'expliquer des phénomènes comme celui de la trahison, par exemple. De même que la guérilla a rompu avec le passé du mouvement ouvrier et communiste en affirmant l'unité du politique et du militaire contre les théories du troisièmeinternationalistes qui effectueraient cette scission depuis toujours (bras armé et distinction entre parti et armée), en reproduisant ainsi en leur sein la division entre pensée et action, entre travail intellectuel et travail manuel, de même il est aujourd'hui nécessaire de rompre avec les positions qui séparent l'économique, perçu comme base qui détermine plus ou moins mécaniquement tout le reste (le politique et le culturel, la conscience). Ces positions ne tiennent pas compte du fait qu'entre la structure (base économique) et la superstructure (organisation politique, juridique et sociale, etc.), il y a un

rapport dialectique: c'est-à-dire que l'un influence l'autre et vice-versa. Et c'est précisément ce vice-versa qui n'est pas compris, et de cet unilatéralisme naissent ensuite les tendances révisionnistes qui nient dans les faits la nécessité de la révolution culturelle dans la métropole ou la font passer après la prise du pouvoir, en la renvoyant à une phase à venir.

En second lieu, ces positions ne réussissent pas à voir que nous évoluons dans la phase historique de la domination réelle du capitalisme: c'est-à-dire que le capitalisme, même en cœxistant, à l'échelle mondiale, avec des moyens de production pas encore capitalistes, a en réalité assujetti tout le globe, y compris les zones dans lesquelles survivent des moyens de production non-capitalistes. Mais, et c'est encore plus grave, elles ne réussissent pas à comprendre que la domination réelle du MPC dans les métropoles se traduit par une domination sur tous les aspects des rapports sociaux, et que sa crise se traduit par une exaltation précisément de ces aspects qu'une analyse mécaniste considérerait comme «secondaire» et «superstructurel».

C'est pour cela qu'il est aujourd'hui d'une importance fondamentale pour le saut au Parti de reconnaître qu'il n'y a pas de séparation entre révolution culturelle dans les métropoles et guerre civile, ni en termes de temps (c'est-à-dire comme deux phases séparées), ni en termes d'espace. Guerre civile et révolution culturelle sont simplement deux aspects d'un même processus: la guerre sociale totale. C'est en posant cette considération au centre de l'activité du Parti que l'on jette les bases correctes pour la construction du Système de Pouvoir Rouge et, dans le même temps, que l'on pose à l'ordre du jour la guerre pour la transition au communisme.

Oeuvrer pour le saut au Parti signifie pour nous faire le bilan critique de toute notre expérience d'Occ. Naturellement, il ne s'agit pas d'annuler tout le patrimoine d'expérience de la Colonne Walter Alasia, ni du reste de la conserver tel quel. Le saut au Parti implique la nécessité de mettre continuellement en discussion le travail effectué, de le soumettre continuellement à la vérification, c'est-à-dire de faire constamment autocritique. L'autocritique est le point de départ pour relancer l'intervention à un niveau plus élevé: elle sert à aller de l'avant, pour éliminer à chaque fois toutes les erreurs évitables que le Parti commet.

Nous voudrions ici soulever trois aspects de ce problème:

a). Les communistes ne doivent pas avoir peur d'avoir commis des erreurs. Le Parti naît et se développe justement en apprenant de ses erreurs qu'il est possible de dépasser et de faire ainsi effectuer un saut de qualité à toute notre pratique sociale. Là aussi, il faut rompre avec l'idéologie révisionniste et troisiémeinternationaliste qui a toujours présenté l'histoire du Parti comme un processus de croissance linéaire, dans lequel la ligne correcte a triomphé des lignes erronées, par une sorte de métaphysique droit historique, niant ainsi dans les faits la lutte entre les deux lignes au sein du Parti. Un bon exemple de cette conception est donné par le livre «Histoire du Parti communiste (bolchevick) - bref cours», ainsi que, de manière plus générale, tous les écrits de Staline. A plus forte raison faut-il rompre avec la conception togliatienne, reprise ensuite par Berlinguer, et qui constitue la base du «continuisme» révisionniste selon laquelle le Parti, de fait, ne se trompe jamais, mais s'adapte à chaque fois à la situation et aux conditions objectives. En suivant cette théorie, le Pci a justifié tous les nombreux retournements stratégiques de son histoire en les déguisant en astucieux choix tactiques (des années 30 au retournement de Salerno, et jusqu'au compromis historique). D'autre part, le Pci a aussi établi la mystification historico-politique de la continuité de la ligne de Parti, selon laquelle le parti du compromis historique et du pacte corporatif serait l'héritier naturel, dans la situation actuelle, du parti révolutionnaire fondé à Livourne en 1921.

Pour avancer aujourd'hui, il faut au contraire dire clairement où, quand, comment et pourquoi nous sommes-nous trompés et, surtout, ne pas entendre l'autocritique comme une exception (un point de retournement politique), mais la considérer dorénavant comme partie intégrante de toute notre travail et de notre pratique sociale.

b) Il ne suffit cependant pas d'admettre avoir commis des erreurs pour les dépasser dans la pratique. En se limitant à cela, on tombe dans l'opportunisme: c'est-à-dire qu'on transforme l'autocritique en une pratique totalement formelle, qu'on lui ôte toute vie et, de fait, qu'on finit par la nier. Il ne s'agit pas, en d'autres termes, de se faire une espèce de «mea culpa», en se limitant par exemple à reconnaître comme fondées les critiques que nous avaient adressées, en leur temps, les camarades des Brigades de camp. Il s'agit au contraire d'aller aux racines des erreurs et de débusquer, critiquer, détruire les positions politiques, les lignes erronées qui ont influencé négativement notre analyse et notre pratique sociale. Pour ce faire, il est nécessaire de soumettre l'ensemble de notre analyse et de notre pratique sociale à un réexamen scrupuleusement critique, étant donné que la lutte entre les deux lignes a traversé l'ensemble de notre histoire, sans exceptions!

Le problème n'en consiste pas pour autant à diviser mécaniquement ce que nous avons fait d'erroné de ce que nous avons fait de juste. Il faut réexaminer globalement toute notre praxis et saisir ce qui, en elle, préfigurait la ligne révolutionnaire, en enterrant en même temps celui, en elle, renforçait la ligne révisionniste. C'est seulement en menant jusqu'au bout l'autocritique qu'il est possible de récupérer le véritable patrimoine révolutionnaire de la Colonne Walter Alasia dans les Br.

c) Le Parti commet toujours et inévitablement des erreurs. Commettre des erreurs est inévitable! Il y a cependant deux types d'erreurs qui sont commises dans chaque phrase: celles qui sont évitables et celles qui sont inévitables. Les erreurs évitables sont celles que le Parti commet subjectivement. Les erreurs inévitables sont objectivement déterminées par les caractéristiques de la phase. Les erreurs inévitables d'une phase se transforment toutefois en erreurs évitables dans la phase suivante. En cela, le procès de critique-autocritique recouvre une signification stratégique (et permanente) dans le saut au Parti.

La colonne Walter Alasia a eu, dans sa théorie-praxis, de nombreuses limites et a commis, dans la phase précédente, de nombreuses erreurs, certaines évitables, d'autres inévitables. Aujourd'hui, ces erreurs sont évitables et doivent donc être évitées!

Le développement théorique et celui de la pratique sociale ont aujourd'hui apporté une plus grande clarté sur les thèmes centraux du saut au Parti. Le fait que cela constituait alors des erreurs inévitables ne doit en aucun cas servir d'alibi à des positions justificationnistes qui aboutissent à reproposer le schéma "continuiste" et "néorévisionniste" selon lequel les erreurs du Parti sont la conséquence des conditions objectives dans lesquelles il doit œuvrer.

Nous aussi, nous devons aujourd'hui, et ce ce sans pitié, refuser ce type d'erreurs, justement parce qu'il existe aujourd'hui les conditions pour les dépasser.

Une bonne part des erreurs de Staline était alors inévitable, même si, aujourd'hui, nous critiquons ces erreurs sans pitié, en allant à leurs racines. Nous faisons peut-être un tort personnel à Staline (et au Parti bolchévik d'Urss) en le critiquant avec le bon sens d'aujourd'hui, mais cela est cependant indispensable (et possible) aujourd'hui pour faire un pas en avant vers la transition au communisme. C'est avec le même esprit que nous devons faire une sérieuse autocritique par rapport à la théorie-praxis de notre colonne, pour jeter les bases du saut au Parti.

CRISE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE
CENTRALITE OUVRIERE

On peut, directement ou indirectement, ramener toutes nos limites et toutes nos erreurs de cadrage dans l'intervention politique à la partialité de notre analyse de la crise du mode de production capitaliste.

A la base de cette partialité, il y avait une grave erreur: la séparation mécaniste entre structure et superstructure, c'est-à-dire entre économique d'une part et toutes les autres sphères de la formation économico-sociale d'autre part.

Dans le contexte de cette séparation, nous avons rendu absolu le caractère dominant de la production par rapport à tous les autres secteurs de la société. S'il est vrai, en effet, que la production de marchandises représente toujours l'aspect dominant, celui sur lequel se fonde l'extorsion de la plus-value et la valorisation du capital, il n'en est pas moins vrai qu'elle fait toutefois partie d'une totalité plus complexe: la métropole. Au contraire, même en comprenant justement la centralité de la production, nous avons réduit schématiquement toute la totalité des rapports sociaux à ce seul aspect. La complexité dialectique qui existe entre la partie et le tout a ainsi été aplatie à un rapport automatique de cause à effet: la production détermine mécaniquement tout le reste.

Cette simplification nous a empêchés de voir la qualité nouvelle qui caractérise le rapport production/consommation dans la phase de la domination réelle totale du MPC.

Forcer l'horizon dit à ce propos:

«... La production de plus-value relative (domination réelle) exige la production d'une nouvelle consommation: elle exige donc que le cercle de la consommation à l'intérieur de la circulation s'élargisse de la même manière qu'avant s'élargissait le cercle de la producion (...). Dans la phase de la domination réelle totale, le capital, ayant déjà occupé tout l'espace géographique (création du marché mondial) doit, pour continuer à s'étendre, et donc pour élargir ultérieurement le marché, révolutionner sans cesse la sphère de la consommation. La consommation, comme la production, est maintenant aussi sujette à des procès de restructuration continuels, en devenant un élément dynamique, actif, strictement et rigidement intégré au procès de production/reproduction.»

Et plus loin:

«...Maintenant, dans la domination réelle totale, (le capital) soumet toutes les qualités de l'homme social, en le produisant comme homme du capital, fonctionnalisé aussi à la réalisation de la plus-value relative (...). Une nouvelle branche de production naît ainsi, l'«usine de la conscience», avec les fonctionnaires qui lui sont relatifs: usine de «modèles de consommation», de «systèmes idéologi-

ques», visant à la production/reproduction de la plus-value relative, du rapport social dominant. La production n'est plus seulement production indirecte de consommation (dans le sens que toute production présuppose une consommation), mais se constitue aussi, aujourd'hui, comme ‹production directe de consommation»: à côté de la production d'objets-marchandises, il y a la production de plus-value relative, il y a la production spécifiquement capitaliste de ses conditions de réalisation.»

De ce nouvel et plus intime rapport entre production et consommation, entre production de marchandises et production d'idéologie, naît la métropole, comprise comme une usine totale. C'est la métropole dans son ensemble, donc, qui constitue l'unité minimale qui doit être analysée pour obtenir un cadre global. La production de marchandises et, par conséquent, l'usine, constituent donc seulement une partie, quand bien même centrale, de cette totalité.

En se limitant seulement à cet aspect, ou en lui subordonnant mécaniquement tous les autres aspects, on tombe inévitablement dans la partialité. Les camarades disent: «La composition de classe, le prolétariat, doit aussi alors être caractérisé non seulement en relation à "l'usine partielle" mais aussi à "l'usine totale", à la métropole dans sa globalité. Il doit être vu non seulement en tant que force de travail, capacité de travail, mais aussi comme consommateur conscientisé, idéologisé. Toute disctinction mécaniste entre force de travail et formes de sa conscience tombe donc d'elle-même: le prolétariat dans la métropole est en même temps force de travail du capital et consommateur conscient de celui-ci, son produit programmé et finalisé.»

L'analyse développée par la colonne Walter Alasia au cours des deux dernières années, en restant au contraire dans ce mécanisme, ne réussissait pas à dépasser les grilles des usines: elle saisissait le particulier, mais pas le général.

De plus, en ne reliant pas la partie au tout, elle ne réussissait pas à voir stratégiquement comment le général vivait aussi dans le particulier. En rendant absolue la production de marchandises et en ne saisissant pas l'aspect d'usine totale qu'assume aujourd'hui la métropole, nous avons limité le centre de l'affrontement de classe à l'usine partielle. Dans ce cadre, même en mettant au premier plan l'aspect crise-restructuration que recouvre la crise actuelle, on donnait une interprétation partielle du procès de restructuration productive (accroissement de l'exploitation, de la nocivité, réduction de la base productive par l'atteinte à l'emploi, etc.), sans réussir à évaluer totalement ses conséquences sur la composition de classe du prolétariat métropolitain aussi hors de l'usine. On saisissait ainsi la signification particulière de la réduction de la base productive de la classe ouvrière (accroissement de l'exploitation et réduction de l'emploi), mais non la signification stratégique générale: décomposition de la classe ouvrière et interchangeabilité avec d'autres figures sociales du prolétariat métropolitain.

On ne réussissait pas, de cette manière, à avoir une vision claire du prolétariat métropolitain en tant que classe, et l'on ne comprenait pas, en particulier, que le prolétariat métropolitain est le fruit même de la décomposition de la classe ouvrière.

Il ne s'agit donc pas de classes différentes, parfois réunies par des intérêts immédiats communs, mais d'une classe unique, stratifiée et décomposée en différentes figures sociales, réunies par un intérêt stratégique unique: la transition au communisme.

L'aspect stratégique du projet de la bourgeoisie impérialiste se fonde en effet sur l'anéantissement, la stratification et la différenciation du prolétariat métropolitain: l'objectif général du projet impérialiste de conjoncture est le maintien par la force des rapports de production actuels, qui sont désormais objectivement en décomposition sur le plan historique du fait de la crise générale du MPC, mais qui ne peuvent être complètement détruits que par l'édification subjective, par le prolétariat métropolitain, du système de pouvoir rouge. A partir de là, l'anéantissement ne se manifeste pas comme anéantissement direct et matériel de couches entières du prolétariat métropolitain (on ne peut mettre sur le même plan X milliers de licenciements et l'anéantissement matériel de X milliers de licenciés, ou tout bonnement de la classe ouvrière dans son ensemble).

Anéantissement, au contraire, veut surtout dire destruction des liens entre les diverses déterminations du système du pouvoir rouge et destuction, dans la conscience de couches prolétaires entières, de la possibilité même de construire une alternative collective à la crise du MPC. C'est là que le projet de différenciation et de décomposition construit ses fondements, en jouant sur différents niveaux et en cherchant à opposer entre elles les diverses couches du prolétariat métropolitain, et en divisant en leur sein les prolétaires entre eux, en les opposant les uns aux autres. La condition fondamentale pour y parvenir est la destruction de l'alternative collective, tant dans le sens matériel (détruire et anéantir physiquement les organismes de masse révolutionnaires en construction et les mouvements de masse révolutionnaires) qu'au niveau de la conscience même des prolétaires (en anéantissant la "mémoire" de la nécessité-/possibilité de s'organiser collectivement pour la transition au communisme).

En limitant de fait la contradiction à la sphère de la production et en la concentrant dans l'usine, l'objectif politique de notre intervention était la recomposition de la classe ouvrière et non la recomposition du prolétariat métropolitain. Nous percevions au contraire cette dernière comme un système d'alliance sous l'hégémonie de la classe ouvrière et de son parti. Dans ce cadre, la polémique sur le "peuple" (catégorie que nous avons utilisée dans toute notre production écrite et en particulier dans l'auto-interview) ne naissait pas d'une simple équivoque sur les mots, mais cachait une grosse confusion de notre part.

Les camarades de la brigade de camp de Palmi observaient justement: «Le centre qui manque dans cette contribution (notre auto-interview) est la reconnaissance du caractère historique général de la crise du MPC, comme processus irréversible et générateur tant de la réduction-restructuration de la base productive et des modifications de la composition de classe que de la crise sociale.» C'est justement le caractère irréversible de la crise qui détermine une décomposition de la classe ouvrière: les figures sociales "ouvrières" se réduisent, tandis qu'augmentent les figures "marginales" et "extralégales". Il ne s'agit naturellement pas d'un processus automatique: par exemple, l'ouvrier licencié ne devient pas immédiatement et nécessairement un prolétaire extralégal. Cependant, la tendance globale à une augmentation proportionnelle des figures marginales et extralégales par rapport à la classe ouvrière, en stricte relation avec la même décomposition (restructuration productive et réduction de la base productive) est indiscutable.

Il ne s'agit pas là d'un processus transitoire, mais bien d'un processus irréversible: c'est-à-dire qu'il est appelé à s'accentuer toujours plus avec l'approfondissement de la crise, en accentuant toujours plus la mobilité et l'interchangeabilité des diverses figures sociales du prolétariat métropolitain. De ce fait, les vieilles catégories de "classe ouvrière", "sous-prolétariat", "semi-prolétariat", etc., ne tiennent plus. Aujourd'hui la domination réelle totale du MPC a définitivement prolétarisé toutes ces couches. Nous n'avons donc affaire qu'à une seule classe: le prolétariat métropolitain.

En effet, les camarades de Palmi poursuivent: «C'est le caractère irréversible, général de la crise qui fonde l'intérêt irréversible et prolétaire de toutes les figures du prolétariat métropolitain: renverser l'actuel mode de production capitaliste. Ce qui n'ôte pas qu'à l'intérieur du prolétariat métropolitain, le travail productif conserve objectivement sa position centrale et que c'est donc au travailleur productif qu'incombe une centralité politique et de direction révolutionnaire dans le processus de recomposition de classe. Il s'ensuit que les autres figures prolétaires (marginales, improductives, etc.), en tant que fragments de la décomposition de la classe ouvrière dans le devenir de la crise, ne se situent pas en fait comme ses alliés extérieurs mais bien comme stratification interne d'une classe unique: le prolétariat métropolitain.» Et plus loin: «C'est justement ceci que nous nions aujourd'hui (que la classe ouvrière et les autres couches de classe aient des intérêts de classe différents) lorsque nous affirmons que le prolétariat métropolitain est une unité des multiples à dominante ouvrière, lorsque nous affirmons donc que celui-ci comprend tous les ouvriers prolétarisés et en voie de prolétarisation et que, de ce fait, il constitue l'immense majorité de la population de notre pays. En conclusion, la recomposition du prolétariat métropolitain autour de la figure de l'ouvrier-masse métropolitain ne peut avoir lieu sans que les diverses couches qui le composent se nient et dépassent leurs particularités. De même, la classe ouvrière ne peut être la direction de cete recomposition qu'en se niant comme force de travail qui valorise le capital.»

Reconnaître aujourd'hui que ces critiques sont fondées ne signifie pas accomplir un acte formel, mais jeter les bases pour dépasser nos limites d'analyse. Il s'agit en effet d'un saut non seulement essentiel sur le plan stratégique, mais aussi urgent. Ces limites d'analyse nous ont menés, dans le passé, à reprendre de manière acritique des positions erronées (comme, par exemple, la théorie révisionniste des forces productives, sur laquelle nous reviendrons de manière plus approfondie par la suite) et ont négativement influencé toute notre pratique sociale (par exemple, les programmes politiques immédiats).

Il est aujourd'hui nécessaire de rompre définitivement avec nos limites passées et surtout avec le particularisme. C'est seulement en mettant au centre de notre activité la recomposition politique du prolétariat métropolitain en tant que classe qu'il est possible de comprendre la dialiectique correcte entre programme général de conjoncture et programmes politiques immédiats, entre parti et masses, et entre parti, mouvements de masse révolutionnaires et organismes de masse révolutionnaires.

Il existe en effet un rapport dialectique entre théorie et praxis: l'une influence l'autre, et vice-versa. Nos limites pratiques ont négativement influencé notre analyse, en l'enfermant dans le particularisme et en laissant place des productions néorévisionnistes. A leur tour, celles-ci, en se consolidant comme lignes politiques erronées, ont empêché notre pratique sociale de faire le saut politique que la conjoncture exigeait. De ce fait, il s'agit de redéfinir à tous les niveaux notre théorie-praxis, d'aller au nœud des problèmes et,

de là, de revoir toute notre expérience jusque dans les moindres détails, en la reliant aux fils conducteurs principaux. C'est de là seulement que peut partir une relance de notre pratique sociale à un niveau plus élevé.

PARTI ET PROGRAMMES

Nos limites d'analyse et, en particulier, l'interprétation schématique que nous faisions de la centralité ouvrière et l'incompréhension de la nature de classe du prolétariat métropolitain nous ont menés à une vision réductive du saut au parti. C'est-à-dire que l'on ne comprenait pas que la construction du parti et la recomposition politique du prolétariat métropolitain vivent un strict rapport dialectique: l'un n'existe pas sans l'autre, et vice-versa. C'est seulement de cette thèse fondamentale que peut découler la construction de la ligne de masse du parti, et donc un cadrage correct du programme politique général de conjoncture (PPGC) et des programmes politiques immédiats (PPI).

En effet, l'agir en parti se fonde précisément sur la capacité de relier le général au particulier dans le cadre de la dialectique destruction/construction qui caractérise la contradiction entre bourgeoisie impérialiste (BI) et prolétariat métropolitain (PM).

Agir en parti signifie faire vivre l'attaque au cœur de l'Etat, c'est-à-dire l'attaque au cœur du projet de conjoncture de la BI, dans toutes les déterminations du pouvoir rouge en construction; lancer contre les nœuds centraux du projet de la BI toute la force concentrée du parti, des organismes de masse révolutionnaires (OMR) et des mouvements de masse révolutionnaires (MMR).

Dans le cours de ce processus, destruction et construction vivent un rapport qui ne permet pas de séparations: détruire et désarticuler le projet de la BI est la condition indispensable pour construire le système de pouvoir rouge (SPR); construire le SPR est la condition indispensable pour désarticuler le projet ennemi.

Dans le cadre de la tendance à la guerre sociale totale, deux systèmes de pouvoir se confrontent: celui du système impérialiste des multinationales (SIM) a pour objectif le maintien par la force des rapports de production et des rapports sociaux capitalistes, celui du pouvoir rouge a pour objectif le renversement de ces rapports sociaux et la révolution sociale totale dans la métropole.

La crise historique, époquale, du MPC sert de fond à cette confrontation et sanctionne par la force des faits et des données économiques l'inimitié absolue entre PM et BI. La survie de la BI comme classe dominante passe à travers l'anéantisssement, la stratification et la différenciation du prolétariat métropolitain et, en particulier, passe à travers l'anéantissement de son système de pouvoir: le système de pouvoir rouge.

D'autre part, l'affirmation du système de pouvoir rouge passe à travers l'anéantissement du projet de la BI et la recomposition politique du PM. Entre ces deux systèmes de pouvoir, comme entre les intérêts de classe dont ils sont l'expression, il ne peut aujourd'hui y avoir d'autre rapport que la guerre.

La centralisation et l'exécutivisation sont l'exemple central du projet de refondation du SIM par la guerre civile déployée.

Dans le même temps, le projet de la BI se propose de décomposer et différencier le prolétariat métropolitain.

Recomposer et centraliser le front bourgeois d'une part, décomposer et différencier le PM d'autre part: c'est là l'aspect dynamique du projet impérialiste dans cette conjoncture. Et c'est là le niveau d'affrontement que le projet ennemi impose au PM et à son avant-garde révolutionnaire. Le saut au parti et la construction du SPR constituent la riposte possible et nécessaire du prolétariat métropolitain à ce projet. Le projet de la BI part du général pour s'articuler dans le particulier: dans le particulier vit le général. C'est-à-dire que la globalité du projet ennemi vit dans chacune de ses articulations particulières et périphériques. De la même manière, le projet du prolétariat métropolitain, la construction du SPR, doit, en partant du particulier, arriver au général, en déclenchant une offensive globale contre le projet ennemi et en construisant contemporainement une alternative globale à celui-ci, sur tous les terrains.

Ainsi, le saut au parti fait justice de tout localisme ou particularisme et impose de faire vivre le général même lorsque l'on opère dans le particulier. Si le projet de conjoncture de la bourgeoisie impérialiste se base sur la décomposition et différenciation du PM, le programme du parti se base sur la recomposition politique du PM contre le projet ennemi.

L'aspect stratégique qui est au centre du saut au parti est donc la recomposition du PM: c'est précisément cet aspect qui doit vivre aussi dans le particulier, qui doit traverser toutes les déterminations du SPR, du parti aux OMR, aux MMR.

Tout ceci doit trouver son moment de synthèse au niveau le plus élevé possible dans le programme politique général de conjoncture: coexistent donc dans le PPGC tant le plus haut niveau de désarticulation/destruction du projet ennemi que le plus haut niveau de recomposition du PM, et donc de construction du SPR, possibles dans cette conjoncture.

En ce sens, le PPGC doit recomposer les différentes couches du PM dans l'attaque conjointe au cœur de l'Etat.

Les programmes politiques immédiats représentent au contraire l'articulation du PPGC dans les différentes couches de classe du PM: ils doivent recomposer chaque couche de classe particulière sur des besoins qui se relient à l'aspect stratégique de la recomposition du prolétariat métropolitain et de l'attaque au cœur de l'Etat.

C'est justement cela que signifie faire vivre le général dans le particulier: fonder les PPI sur les besoins des masses qui contiennent en eux l'aspect stratégique qui domine la conjoncture.

C'est seulement à parti de là qu'il est possible de comprendre la dialectique qui lie entre elles les lignes directrices sur lesquelles se construit le saut au parti, et, en même temps, se concrétise le SPR: organiser les avant-gardes communistes combattantes dans le parti, activiser les MMR, organiser les avant-gardes de lutte dans les OMR.

Dans nos campagnes sur les usines et les services, même en analysant jusqu'au bout la restructuration des moyens de production jusque dans ses moindres détails, et même en saisissant les intérêts les plus urgents et les plus ressentis par les masses, nous ne réussissions pas à déterminer l'aspect stratégique de ces besoins. De cette manière, nous ne réussissions pas à cadrer dans une dimension stratégique ni les MMR dont nous suscitions la mobilisation, ni les OMR en construction, en les renvoyant ainsi à leur particulier.

Tant à Sesto qu'à l'Alfa, nous avons mis en avant un programme politique immédiat largement partagé et pratiqué par la classe ouvrière puisqu'il synthétisait par des mots d'ordre clairs les besoins de cette couche de classe: « Aucun licenciement ne doit passer, même déguisé », « Toutes les conditions nocives doivent être supprimées », « Aucun accroissement de l'exploitation ne doit passer ». Le problème n'est pas tant dans les mots d'ordre lancés que dans les contenus qui les font vivre, que dans la manière dont ces PPI sont reliés au général.

En effet, lorsque l'on dit: « Aucun licenciement ne doit passer », on n'avance pas une simple revendication: il ne s'agit pas simplement de maintenir le poste de travail ni de travailler tous et travailler moins dans l'immédiat, mais de comprendre que la décomposition de la classe ouvrière vit comme aspect stratégique dans tous les aspects de la restructuration productive. D'une part comme rétrécissement de la base productive (expulsion de la force de travail de l'usine) et donc comme réduction de la figure ouvrière dans le cadre de la décomposition plus générale de tout le prolétariat métropolitain. D'autre part comme décomposition et différenciation au sein de la classe ouvrière, qui passe par l'expulsion des avant-gardes de lutte, par la mobilité, par les figures professionnalisées, etc.

C'est seulement en mettant cet aspect stratégique au centre des programmes politiques immédiats de la classe ouvrière que l'on peut relier aux PPI des autres couches du prolétariat métropolitain, et donc au programme politique général de conjoncture.

Le retrait de la cassa integrazione à l'Alfa, comme articulation pratique du mot d'ordre « Aucun licenciement ne doit passer » contenait cet aspect stratégique. C'était sur ce point stratégique du PPI que notre intervention dans les usines devait canaliser tout ce qui s'était exprimé dans la Campagne usines: les OMR en construction, les MMR qu'elle avait activés. En saisissant cet aspect stratégique, le programme politique immédiat effectue dans le même moment la désarticulation du projet ennemi et la recomposition de la classe ouvrière.

C'est dans le rapport construction/destruction qu'il est possible de concrétiser la recomposition de la classe ouvrière en son propre sein et dans le prolétariat métropolitain.

Recomposer la classe ouvrière ne signifie pas seulement empêcher les licenciements ou s'opposer aux effets matériels de la restructuration, mais surtout la réunifier dans la lutte offensive, jusqu'au bout, contre tous les aspects de la restructuration qui contiennent en eux la décomposition et la différenciation. Décomposition et différenciation n'opèrent pas seulement au niveau matériel mais, au contraire, ont un objectif beaucoup plus ambitieux: transformer l'ouvrier en « homme du capital », pur appendice, sans vie et sans histoire, de la machine. Et cela n'est possible qu'en anéantissant la mémoire historique collective de la classe ouvrière. La mobilité, l'augmentation de l'exploitation et de la nocivité ne peuvent s'installer que si, dans la conscience de la classe ouvrière, le *je* bourgeois réussit à prévaloir sur le *nous* prolétaire. Accepter de monayer la nocivité, les licenciements avec primes à la clé, etc., alors qu'ils sont la base même de la différenciation, la flèche empoisonnée de la bourgeoisie impérialiste qui vise la conscience de chaque ouvrier individuel en cherchant à le séparer de et à l'opposer à ses propres camarades de lutte et de travail.

Par conséquent, la lutte contre la mobilité, contre l'augmentation des rythmes et des charges de travail, la lutte pour les pauses contiennent en elles l'aspect stratégique de reconquérir la socialité dans l'usine, de reconquérir une collectivité de classe.

L'intervention du parti doit reprendre ces moments particuliers de lutte de la classe

ouvrière, en les mettant au centre du programme politique immédiat. Par exemple, nous devons assumer aux luttes des cassa integrati de l'Alfa le caractère d'une lutte offensive contre l'une des articulations du projet de la bourgeoisie impérialiste de décomposition, différenciation et anéantissement.

En comprenant ces aspects stratégiques de sa lutte quotidienne, la classe ouvrière se trouve, en partant de la pratique particulière de son secteur, face à la globalité de l'ensemble du rapport qui existe entre PM et BI dans cette conjoncture: **un rapport d'anéantissement, un rapport de guerre.**

C'est sur ce terrain qu'il est possible d'organiser les masses dans la lutte armée pour pratiquer la transition au communisme, qu'il est possible de lier la lutte particulière dans les usines et le PPI de la classe ouvrière à ceux des autres couches du PM. C'est dans cette compréhension que la classe ouvrière se nie comme classe à part, en se coagulant dans le PM. Par exemple, en mettant au centre l'aspect de la différenciation/décomposition/anéantissement, le programme politique immédiat de la classe ouvrière rend compréhensible aux ouvriers les mêmes aspects stratégiques qui animent les PPI des autres couches du PM (ex.: les luttes et les PPI des prolétaires prisonniers contre la désolidarisation/anéantissement..., pratiquer la libération comme stratégie de recomposition des PP dans le PM). De plus, c'est en mettant cet aspect au centre du programme politique immédiat de la classe ouvrière que l'on se noue directement à l'ensemble de la contradiction entre PM et BI, non plus seulement entre classe ouvrière et capitalistes (patronat), que l'on fait vivre le programme politique général de conjoncture dans le particulier, en recomposant la classe ouvrière dans le prolétariat métropolitain pour la transition au communisme.

«Cette conjoncture de transition dépend, en effet, tant de l'évolution structurelle de la crise capitaliste/impérialiste que de la capacité subjective du PM à se constituer en parti combattant et à condenser son antagonisme en un système de pouvoir rouge, autonome, articulé et diffusé dans tous les secteurs de classe et dans tous les pôles. Le problème central de la conjoncture actuelle est la conquête des masses à la lutte armée, et cela pose avant tout la question des organismes de masse révolutionnaires.» C'est ainsi que les camarades des Br, dans *L'Ape et il Comunista*, indiquaient l'anneau manquant pour la construction du système de pouvoir rouge: **les organismes de masse révolutionnaires.** Le SPR ne se définit qu'en faisant vivre et croître dialectiquement toutes ses articulations, parti-MNR-OMR. Les OMR, comme articulations du SPR, se construisent avec les éléments les plus avancés et les plus combatifs du prolétariat, dans tous les secteurs de classe où le parti a fait vivre le programme politique général de conjoncture en des programmes politiques immédiats de combat, où son intervention a saisi et frappé l'aspect stratégique du projet ennemi dans tel secteur, en s'adressant aux luttes et en les guidant, en amenant le PM à s'organiser consciemment sur le terrain de la lutte armée.

Les OMR ne sont et ne peuvent être le fait des cadres du parti, qui sont, eux, organisés à l'intérieur du parti en brigades, fronts et direction. Les OMR sont une organisation du prolétariat métropolitain à laquelle le parti donne des indications de combat et dans laquelle il vérifie et détermine sa ligne de masse.

«Même le parti et la classe sont une contradiction, une unité des contraires, deux faces d'un même procès. Ils ne peuvent être séparés, ils ne peuvent se résoudre l'un dans l'autre.» *(L'Ape e il Comunista)*

Donc, renforcer les brigades d'une part, construire les OMR de l'autre sont des tâches actuelles et urgentes!

Ce sont des tâches dont nous n'avons pas su nous acquitter jusqu'ici et le fait de ne pas les avoir exécutées a impliqué de graves retards et de lourdes défaites de la guérilla.

Nous répondons aux camarades de Palmi qui ont écrit le document *Ce n'est que le début* que nos défaites ne sont pas dues aux dispositions politico-militaires que nous nous sommes données, que nous tendions à nous donner en perspective, à savoir le parti, mais bien à la ligne de masse erronée qui a été développée cette année et qui a empêché la construction des OMR.

C'est là que se trouve le nœud fondamental avec lequel toutes les forces révolutionnaires qui ont travaillé dialectiquement ensemble pour le saut au parti doivent régler les comptes, et surtout:

1) Le fait d'avoir saisi exactement le projet global de la BI dans cette phase de dominaion réelle totale du capital, phase objective de guerre sociale totale, mais de n'avoir pas su saisir l'aspect polyédrique et multiforme de ce projet dans divers secteurs de classe, de n'avoir pas fait vivre le PPGC dans toutes les couches de classe, en faisant vivre le général dans le particulier et vice-versa, pour recomposer les figures sociales bigarrées du PM, mot d'ordre qui caractérise la conjoncture actuelle.

2) Le fait d'avoir compris **l'état objectif de guerre** qui existe dans cette phase («Comment est-il possible de soutenir qu'il n'existe pas un état objectif de guerre dans les métropoles où les ouvriers sont mis en cassa integrazione, où il y a des expulsions, des affrontements avec le syndicat, des milliers de drogués, des vols à main armée avec des fusillades dignes du Far West, des désastres écologiques, etc.», Fraction communautaire, Trani) a cependant mené certaines forces révolutionnaires (en particulier le parti-guérilla) à croire le prolétariat conscient et organisé pour soutenir maintenant, tout de suite, la guerre civile déployée.

«Nous soutenons avec force que, si divers secteurs du PM sont impliqués dans cette guerre et ont recours à la violence et même aux armes, les analyses triomphalistes ou les thèses extrémistes, comme celles qui affirment que la classe est à l'offensive et à l'attaque, n'en sont pas pour autant justifiables. En réalité, pour soutenir une telle thèse, il faudrait démontrer l'existence dans cette guerre d'une autodétermination prolétarienne riche et forte, tant dans les comportements, les contenus, les objectifs, que dans le système de relations et dans les formes d'organisation. Nous nous limitions donc à constater la présence de potentialités considérables dans quelques luttes, qui ne nous permettent cependant pas de définir le degré d'autonomie que l'on peut rencontrer comme riche et fort dans l'ensemble de l'antagonisme.» (Fraction communautaire, Trani)

Le passage d'un **état objectif de guerre** à un état de guerre civile déployée, **état subjectif de guerre révolutionnaire** pour la transition au communisme, n'est pas automatiquement donné, mais ne peut l'être qu'à travers le dépassement de nœuds stratégiques de la conjoncture actuelle, dans la dialectique destruction/construction qui voit d'une part l'élargissement de la pratique sociale antagoniste qui frappe et désarticule les centres vitaux du SIM et, de l'autre, le saut au parti, le développement du système de pouvoir rouge dans ses articulations parti/MMR/OMR. Et donc une pratique sociale qui sache interagir dans ces deux moments fondamentaux et qui trace dans son argir les fils qui recomposent les figures du prolétariat métropolitain.

LES DESCENTES RAPIDES ET LES REMONTEES...

Pour une critique qui enterre définitivement le subjectivisme et le militarisme.

Brèves allusions de débat sur ce qui est arrivé, pourquoi c'est arrivé, pour que ça n'arrive plus.

1) L'action de Turin. Ses présupposés.

Comme nous le soulignions ci-dessus, l'état objectif de guerre qui se répand sur notre territoire, dans ses centres moteurs, les métropoles, ne s'est pas jusqu'ici caractérisé par une attaque offensive de classe autonome et organisée. Cela signifie que nous ne sommes pas encore dans la phase de la guerre civile déployée, même si l'accélération de la crise du MPC nous met sous les yeux que ce moment approche toujours plus.

Dans la construction du parti, dans le developpement du système de pouvoir rouge, notre tâche est de déterminer les rythmes de la guerre.

Mais déterminer les rythmes de la guerre signifie dépasser cete phase, c'est-à-dire atteindre les objectifs suivants: construction du parti, construction des OMR dans tous les secteurs de classe, recomposition du prolétariat métropolitain.

Notre pratique sociale doit donc se développer en suivant ces voies. L'action de Turin, au contraire, a non seulement sauté *ipso facto* les lignes directrices de combat de la phase, mais a démontré jusq'au bout sa matrice subjectiviste et militariste.

Mais, pour comprendre Turin, il faut, selon nous, revenir en arrière, à l'action de Salerno. Avec l'action de Salerno, le parti-guérilla lance le mot d'ordre de porter l'attaque déployée aux forces armées, mot d'ordre qui se comprend à partir de l'analyse de la phase de guerre civile déployée que les camarades du parti-guérilla théorisent.

Si nous sommes complètement d'accord avec la dimension de réappropriation d'armes stratégiques de cette action, nous sommes en complet désaccord avec l'analyse et les mots d'ordre qui la sous-tendent parce que:

– c'est aujourd'hui de l'aventurisme, dans une phase de transition à la guerre, mais pas encore de guerre civile, que de frapper systématiquement tous les hommes des forces armées (il faut distinguer l'officier de carrière du soldat appelé!);

— une analyse superficielle de ce secteur nous dessine déjà les contradictions qui y règnent: entre les sommets et les militaires, entre les différents corps qui le composent, entre les militaires de carrière et les appelés.

Nous croyons au contraire que notre tâche dans cette phase est de lancer le mot d'ordre de construction des OMR dans les forces armées, dans les corps, dans les casernes métropolitaines où les jeunes prolétaires vivent les plus hauts niveaux de ghettisation, d'exploitation, d'asservissement social, politique et culturel au Pouvoir.

Mais, avec l'action de Salerno, les contradictions au sein du Parti-Guérilla s'ouvrent, contradictions qui loin de se recomposer dans la critique-autocritique d'une pratique sociale erronée, se déversent dans l'action de Turin et dans la provo-

cation contre la camarade Natalia Ligas.
A Turin, siège de la multinationale Fiat, centre des stratégies patronales anti-ouvrières, où la Classe Ouvrière est le secteur de classe le plus représentatif et mène une bataille encore ouverte contre la restructuration impérialiste, le Parti-Guérilla ouvre la campagne d'automne par une expropriation prolétarienne qui culmine dans le procès et la condamnation à mort de deux gardiens.
Nous avons tous les éléments politiques pour qualifier cette action de provocation au sein du Mouvement Révolutionnaire :

A. Le Parti-Guérilla prétend par cette action s'adresser aux prolétaires extralégaux. Mais, toute pratique sociale antagoniste dans la métropole aujourd'hui doit s'adresser à toutes les couches de classe, même si elle détermine le Programme Politique Immédiat d'une seule couche. Par exemple, la pratique de la libération comme PPI des Prolétaires Prisonniers se lie à toutes les couches de classe, puisqu'en elle vit la libération du MPC qui implique et enchaîne tout le Prolétariat Métropolitain.

B. L'expropriation prolétarienne est une action politico-militaire qui a la même dignité que les autres actions. Mieux, elle en est le présupposé. Elle est le juste programme de financement que la guérilla doit pratiquer pour se doter des instruments nécessaires à la reprise de l'offensive. Le capital défend sa richesse de mille manières (dispositifs, gardiens, etc.), et c'est à l'intelligence prolétarienne de savoir désamorcer les systèmes d'alarme et désarmer les gardiens, défenseurs du capital, mais qui ne sont pas spécifiquement enrôlés dans une fonction anti-prolétarienne et anti-guérilla. Dans cette phase, il est nécessaire d'être encore sélectifs, d'être capables de repérer et distinguer, en saisissant toujours l'objectif politique que l'on veut atteindre. La condamnation à mort de deux gardiens qui sont désarmés et qui se sont rendus n'est pas aujourd'hui un objectif stratégique !

Cette action, au lieu d'éclairer dans le Mouvement Révolutionnaire les tâches de la phase, la signification de l'expropriation et le rôle du système bancaire, n'a apporté que désorientation, confusion et désolidarisation. C'est objectivement une provocation contre-révolutionnaire !

2. De février à aujourd'hui
Colonne Walter Alasia, si tu es là, frappe un coup !

En février 1982, la Colonne W.A. a subi une dure attaque de la contre-guérilla, qui a mené à l'arrestation de dizaines de militants, surtout dans le Front de Masse, et qui a fait «sauter» l'opération d'assaut à la prison impérialiste de San Vittore (1), qui «aurait dû déployer force et pouvoir social, exercés dans un rapport correct Parti-Mouvements de Masse Révolutionnaires, pour atteindre l'objectif fondamental du programme révolutionnaire : **la libération des prolétaires prisonniers»**, (document de revendication, Lissone, juillet 1982).
Le principal artisan de cette attaque de la Bourgeoisie Impérialiste est un dirigeant de notre Organisation : l'infâme Galli. Nous renvoyons à ailleurs l'analyse approfondie du phénomène des infâmes, en soulignant toutefois que les repentis sont **aussi**, mais non pas seulement, non pas principalement, la cause des défaites subies par la guérilla au cours des dernières années. C'est aussi ce que disent les camarades de Palmi dans «Ce n'est que le début».
Quoiqu'il en soit, pour la Colonne W.A., c'est un dur coup politique, peut être aussi parce qu'il s'agit du premier repenti de notre histoire, (mais, «que celui qui n'a jamais pêché nous jette la première pierre», écrivaient les camarades de la Brigade Prisons en juin 1982). Tout de suite après février, la Colonne expulse de l'Organisation quelques «camarades», coupables non de divergences politiques, mais bien de graves incorrections politiques internes qui avaient mis en cause l'Opération San Vittore, avant même l'infâmité de Galli. Nous rappelons qu'il y avait parmi ces individus l'infâme Marocco, qui a produit tant de catastrophes à l'intérieur du Parti-Guérilla (et malheureusement chez nous aussi !).
A partir de février, un débat stérile et statique se déroule dans la Colonne qui, loin d'affronter constructivement la reprise du travail dans les Brigades et dans les Fronts et la reprise de la pratique sociale sur le territoire métropolitain, dans tous les secteurs du Prolétariat Métropolitain, en dialectique avec les autres Forces Révolutionnaires, se fossilise sur les aspects de méthode de travail et sur la demande de la part de certains camarades d'entrer, «ici et maintenant», dans le Parti-Guérilla, abandonnant complètement le patrimoine historico-politique porté jusque-là par la Colonne Walter Alasia et les divergences d'analyse politique avec le Parti-Guérilla, divergences qui, de toutes manières, ne reniaient pas un rapport dialectique constant avec celui-ci.
Malheureusement, cette situation stagnante ne se débloque qu'en juin, avec la formation d'une nouvelle Direction de Colonne.
L'action de Lissone ouvre, en juillet 1982 (2), la campagne de financement de la Colonne et, «même si l'objectif de financement n'a pas été atteint, la guérilla a été en mesure d'affronter victorieusement la situation, à travers la capacité collective de s'organiser sur le terrain de la guerre sociale, en déployant tout le patrimoine d'expérience révolutionnaire acquis au cours de ces années», (tract de revendication, Lissone).
Suit la chute de trois de nos camarades après une fusillade avec les sbires, et la mort de l'un d'entre eux, le camarade Rico.
La reprise du débat et du travail des Brigades, sous la nouvelle Direction de Colonne, provoque une importante croissance politique de toute l'Organisation, sous la poussée du dépassement du néorévisionnisme et de la tendance à une pratique sociale en dialectique avec le saut au Parti, dans la recomposition du Prolétariat Métropolitain.
C'était là la tendance qui animait toute la Colonne à l'ouverture de la Campagne d'Automne, lorsque la contre-guérilla, encore une fois par le biais d'un infâme (Marocco), inflige une nouvelle très dure attaque aux Forces Révolutionnaires. Pour nous, cette attaque se concrétise par la chute de la base de Cinisello et des camarades de la Direction de Colonne et par la mort du camarade Bruno.
Face à ces graves faits, notre critique-autocritique ne peut pas être seulement «technique» et ne peut se résumer au fait d'avoir continué à utiliser une base connue de l'exclu et aujourd'hui infâme Marocco.
Il est au contraire nécessaire de faire une critique politique, dure, serrée, de la praxis politico-organisationnelle de la Colonne : la tendance acquise vers le saut au Parti et à une pratique sociale qui y corresponde, n'a pas réglé ses comptes avec la situation logistico-organisationnelle de la Colonne, assez précaire, assez faible, provoquant une incroyable inadéquation entre la «volonté de faire» des camarades et la «possibilité réelle» de faire dans cette situation.
On a aussi privilégié le politique sur le logistico-militaire, alors qu'une Organisation communiste combattante clandestine doit savoir équilibrer tous les aspects politico-militaires-organisationnels de sa vie, non pour survivre, mais pour croître, se renforcer, contribuer effectivement au saut au Parti.
L'ingénuité et la «jeunesse» de la Colonne ont ensuite donné la possibilité à la contre-guérilla, au moyen de sa force centrale que sont les Carabiniers, d'arrêter trois autres de nos militants au milieu de la rue.
Mais les défaites militaires ne nous abattent pas outre mesure. Elles nous font plutôt réfléchir sérieusement sur la nécessité de comportements clandestins adaptés à la militarisation croissante dans la métropole : c'est l'intelligence communiste qui doit semer l'ennemi et encercler les encercleurs !
La métropole est le centre de la guerre sociale que les prolétaires, guidés par le Parti, développent quotidiennement, à travers mille comportements antagonistes, au long des mille lignes directrices de combat, en mille feux de guérilla. C'est dans la métropole que se déchaîne la guerre sociale antagoniste : c'est là que nous sommes, présents, en reprenant l'offensive, de l'usine à la prison et au territoire, où des millions de prolétaires luttent pour la **LIBERATION.**

CONSTRUIRE LE PARTI COMMUNISTE COMBATTANT
CONSTRUIRE LES ORGANISMES DE MASSE REVOLUTIONNAIRES
ACTIVER LES MOUVEMENTS DE MASSE REVOLUTIONNAIRES
DEVELOPPER LE SYSTEME DE POUVOIR ROUGE
HONNEUR AUX CAMARADES TOMBES EN COMBATTANT POUR LE COMMUNISME

★ Pour le Communisme
BRIGADES ROUGES
Colonne Walter Alasia «Luca»
Milan, Janvier 1983

Notes

(1) Le document se réfère à l'assaut projeté à la prison milanaise de San Vittore, au cours duquel une libération massive de prisonniers était prévue.

(2) L'action de Lissone est une «expropriation» qui ne pû être portée à terme et se conclu par une fusillade au cours de laquelle un maréchal des carabiniers fut abattu. En représailles, la Digos massacra de sang froid trois militants de la Colonne Walter Alasia dans un bar de Milan une semaine après, tuant l'un d'entre eux et blessant grièvement les deux autres.

Guérilleros Fedayins du Peuple Iranien: La lutte armée comme stratégie et comme tactique.

Le texte que vous avez sous les yeux est le bilan des «G.F.P.I.» rédigé en 1970 par Massoud AHMAD ZADEH, l'un des fondateurs et dirigeants de cette organisation. La valeur historique de ce livre réside dans le fait que par l'analyse des conditions sociales, économiques, politiques et historiques de la société iranienne, par l'analyse approfondie des raisons des défaites répétitives du mouvement communiste et anti-impérialiste en Iran, les fondateurs des G.F.P.I. ont proposé pour la première fois une politique et une ligne révolutionnaire adaptées aux conditions politiques régnant sur la société iranienne, et qu'aussi par une lutte farouche contre le réformisme, ils ont dénoncé d'une manière définitive l'opportunisme et le révisionnisme dans le mouvement communiste iranien.
Cette œuvre, ainsi qu'un autre texte intitulé : «Nécessité de la lutte armée et réfutation de la théorie de survie», rédigée par le camarade Amir Parviz POUYAN, un autre fondateur de l'organisation et aussi l'un des premiers dirigeants, ont eu un effet considérable sur le mouvement communiste et les luttes anti-impérialistes en Iran.
La camarade Massoud AHMAD ZADEH fut exécuté après des tortures atroces le 1er mars 1972 en compagnie de quelques autres camarades tous dirigeants ou cadres de l'organisation. (presque 1 an après le commencement de la lutte armée en Iran en février 1971).
Malheureusement, dans les années suivantes, en raison de l'absence de la lutte idéologique au sein de l'organisation le révisionnisme et l'opportunisme s'y sont infiltrés et finalement en 1976, à la mort de tous les anciens dirigeants et de la majorité des cadres, l'organisation perdit totalement son caractère révolutionnaire.
Ceux qui proposèrent une politique et une ligne réformiste et révisionniste dans l'organisation critiquèrent le passé et peu après, après l'instauration du régime de la République Islamique, dépendant de l'impérialisme soutinrent le régime et changèrent même le nom de l'organisation en enlevant le mot «guérillero», et par la suite, ils se soumirent à la direction du Parti Toudeh (révisionniste).
Aujourd'hui, après avoir subi maintes scissions, le courant des G.F.P.I. ou du moins ceux qui prétendent suivre la théorie fondée par les camarades AHMAD ZADEH, POUYAN 'ET MEFTAHI, pratiquent la lutte armée sous la forme de plusieurs organisations.

L'objectif de la soit disante «Révolution Blanche» était d'étendre la domination de l'impérialisme dans la ville et à la campagne. La révolution blanche s'effectua au moment où le régime fantoche était confronté au mouvement anti-impérialiste du peuple, précisément dans les conditions où les masses urbaines s'étaient soulevées contre lui. Pourquoi est-ce que le régime décida consciemment de supprimer son essentielle base de classe, le féodalisme ? Faut-il conclure que la disparition du féodalisme n'est qu'un mensonge ? Ou faut-il dire que le féodalisme n'était pas le point d'appui essentiel du régime. Dans ce cas, quel pouvoir économique était reflété par le pouvoir politique de l'Etat, et pour la préservation des intérêts de quelle force travaillait-il exactement ? Si l'on veut connaître la vérité, c'est le pouvoir de l'impérialisme mondial. Les bases de la domination politique du féodalisme s'affaiblirent avec la révolution constitutionnelle et avec le coup d'état de Reza Khan, le féodalisme transmit fondamentalement son pouvoir politique à l'impérialisme. Les intérêts économiques des féodaux ne pouvaient être préservés que par le pouvoir central soutenu et guidé par l'impérialisme. Ce pouvoir central devait préparer le terrain pour élargir l'influence sans cesse grandissante de l'impérialisme tout en réprimant le mouvement populaire anti-impérialiste. Le féodalisme fut en réalité transformé en féodalisme dépendant. Et partout où il refusa cette dépendance, il fut immédiatement agressé par le pouvoir central. Avec l'élargissement de la domination du pouvoir central et de l'influence de l'impérialisme, le féodalisme fut de plus en plus rejeté de ses positions de pouvoir et lorsque l'économie féodale entra en contradiction avec les intérêts impérialistes, le régime enterra fondamentalement le féodalisme qui n'était plus qu'un cadavre, sans rencontrer aucune difficulté sérieuse ou sans avoir à recourir à la force du peuple pour réprimer le féodalisme (4). En réalité, le coup d'état de Reza Khan était incomplet sans la «Révolution Blanche» (5).

Une comparaison entre la réforme agraire du régime et une réforme agraire classique bourgeoise démontre bien leur différences fondamentales et leurs résultats différents. Dans le 18 brumaire de Louis Bonaparte, Marx évalue la réforme agraire bourgeoise et son rôle ainsi :

«Après que la première révolution eut transformé les paysans demi-serfs en libres propriétaires fonciers, Napoléon consolida et règlementa les conditions leur permettant d'exploiter tranquillement les terres qui venaient de leur échoir et de satisfaire leur enthousiasme juvénile de propriétaires. Mais c'est précisement sa parcelle même, la division du sol, la forme de propriété que Napoléon consolida en France, qui ruinent maintenant le paysan français. Ce sont précisémment les conditions matérielles qui firent du paysan féodal français un paysan parcellaire et de Napoléon un empereur. Deux générations ont suffi pour produire ce résultat inévitable : aggravation progressive de la situation de l'agriculture, endettement progressif de l'agriculteur, la forme de propriété napoléonienne qui, au début du XIXème siècle était la condition nécéssaire de la libération et de l'enrichissement de la population paysanne française, est devenue, au cours des siècles, la cause principale de son esclavage et de son appauvrissement.»

«(...) Le dévellopement économique de la propriété parcellaire a renversé de fond en comble les rapports de la paysannerie avec les autres classes de la société. Sous Napoléon, le parcellement du sol ne fit que compléter à la campagne le régime de la libre concurrence et de la grande industrie à ses débuts dans les villes. La classe paysanne constituait une protstation partout présente contre l'aristocratie foncière qu'on venait précisémment de renverser. Les racines que la propriété parcellaire jeta dans les sol français enlevèrent tout aliment au féodalisme. Ses barrières constituèrent les remparts naturels de la bourgeoisie contre tout retour offensif de ses anciens seigneurs. Mais au cours du XIXème siècle, l'usurier des villes remplaça les féodaux, l'hypothèque, les servitudes du sol, le capital bourgeois, la propriété foncière aristocratique. La parcelle du paysan n'est plus que le prétexte qui permet au capitaliste de tirer de la terre, profit, intérêts et rentes et de laisser au paysan lui-même de voir comment il se procurera son salaire (...). L'ordre bourgeois qui, au début de ce siècle, fit de l'Etat une sentinelle chargée de veiller à la défense de la parcelle nouvellement constituée qu'il engraissait de lauriers, est actuellement devenu un vampire qui suce son sang et sa cervelle et les jette dans la marmitte d'alchimiste du capital. Le code Napoléon n'est plus que le code des exécutions et de la vente forcée. (...) **L'intérêt des paysans n'est plus, par conséquent comme sous Napoléon, en accord avec les intérêts de la bourgeoisie, avec le capital.** *Ils trouvent par conséquent*

leur allié et leur guide naturel dans le prolétariat des villes, dont la tâche est le renversement de l'ordre bourgeois.»
(Karl MARX le 18 brumaire de Louis Bonaparte in Karl MARX et F. ENGELS œuvre choisies en trois volumes. Ed. du progrès. Moscou 70 TI, p. 500 - 501.

Alors qu'en France, on devait passer par deux générations avant que la détérioration progressive de l'agriculture et l'endettement progressif des agriculteurs se fassent ressentir, ici (en Iran (NDT)) seulement quelques années étaient suffisantes pour que l'agriculteur se retrouve sous un lourd fardeau de dettes. Le paiement du crédit de la petite parcelle de terre qui lui avait été attribuée suffisait à l'endetter pour des années. Les conditions précaires de l'agriculture, la sécheresse et le manque d'eau auxquels les petits propriétaires devaient faire face dès le début, suffisaient à le jeter de plus en plus dans les griffes des grands usuriers et les tentacules de la domination financière de la bureaucratie dépendante. Ce n'est pas la petite propriété, mais la domination de la bureaucratie et du grand capitalisme dépendant qui sont les causes de sa misère.

Si dans le passé la bureaucratie dépendante soutenait l'exploitation féodale et que le paysan le reconnaissait sous forme de la force répressive des gendarmes de la bureaucratie corrompue et oppressive, maintenant le paysan se trouve pris au piège dans les griffes sanglantes de la bureaucratie et du capitalisme dépendant. Si en France, au début, la petite propriété était la «*condition de l'enrichissement et de la libération des agriculteurs*» et que deux générations devaient se succéder pour que la bourgeoisie éprouve le besoin et trouve l'occasion de mettre la main sur les campagnes, après la destruction du féodalisme et l'établissement complet de la bourgeoisie dans les villes, après qu'elle n'eut plus besoin du soutien des paysans, que les «*limites des parcelles*» n'étaient plus les remparts naturels de la bourgeoisie et qu'elles eurent perdu leur importance en tant que protectrice de la bourgeoisie dans la lutte contre «*l'offensive des anciens seigneurs*», si 2 générations devaient se succéder pour que le seigneur féodal soit remplacé par l'usurier urbain, «*l'obligation féodale par le loyer, la propriété terrienne aristocratique par le capital bourgeois*», et qu'ainsi l'agriculteur libre et riche du passé se retrouve une nouvelle fois enchaîné et dans la pauvreté progressive, ici (en Iran (NDT)) depuis le tout début, les nouveaux organes d'exploitations qui étaient occupés au pillage dans la ville et prêts à attaquer les campagnes, remplacèrent immédiatement les seigneurs féodaux. Les obligations seigneuriales continuent toujours sous forme de crédit et de loyers. Le capital bourgeois qui existait déjà dans les campagnes solidifia rapidement ses bases.

Ici, les limites des parcelles n'étaient pas les remparts naturels du régime contre l'offensive des anciens seigneurs, car en réalité, le féodalisme avait perdu son pouvoir depuis très longtemps et, n'avait ni pouvoir politique ni pouvoir militaire. Auparavant, les paysans voyaient malgré tout une sorte de séparation entre la bureaucratie et le gendarme d'un côté et l'oppression féodale de l'autre, bien qu'ils avaient souvent expérimenté leur collaboration et leur unité, cette fois ils voient les deux dans le même sac, celui des agents du gouvernement, des banques gouvernementales et semi-gouvernementales, le Ministère de la réforme agraire, les gendarmes et plus récemment les «gardes de la forêt et des ressources naturelles». C'est pourquoi le paysan considère à juste titre que sa misère n'est pas le résultat de la petite propriété, mais de la domination impitoyable de la bureaucratie de l'Etat et de ses moyens de répression. La résistance acharnée du paysan contre la formation des compagnies à actions agricoles en est la preuve. Le paysan commence maintenant à réaliser que dans le passé c'était bien l'Etat qui était le responsable principal de sa misère. Le même Etat qu'il avait souvent vu soutenir l'oppression féodale. Les paysans les plus conscients considéraient dès le début que la réforme agraire était de la «politique», une «politique» qu'ils expérimentèrent (d'ailleurs) très vite. Et les paysans qui osèrent apprendre les motivations du régime et qui décidèrent indépendamment de chasser les propriétaires et sans le soutien paternel des Aryamehr (6), ne se trouvèrent évidemment pas confrontés aux maîtres qui avaient préférés fuir, mais ce fut la baïonette des gendarmes qui les arrêta et les réprima. Ainsi, non seulement la «Révolution Blanche» ne résolu aucun des nombreux maux de la grande majorité des paysans, mais elle incorpora dans une grande échelle la contradiction entre le seigneur et le paysan dans celle entre le paysan et la bureaucratie et la machine répressive de l'Etat. Et ainsi, en renforçant cette contradiction et en la rendant plus apparente, elle aida le paysan à connaître son véritable ennemi et sa vraie nature. De fortes contradictions entre la majeure partie de la paysannerie et les gardes des forêts et des prairies créées par la bureaucratie pour leur protection (des forêts et des prairies qui ont été soi-disant «nationalisées» pour préparer le terrain d'entrée du capital dépendant afin de remplir encore plus les poches d'une poignée de parasites). Ces contradictions qui ont souvent conduit à des heurts armés, illustrent la profonde contradiction entre la paysannerie et l'appareil de l'Etat dépendant de l'impérialisme.

Mais comment se passait les évènements dans les villes ? Alors que la révolution bourgeoise coïncidait avec les bris des entraves féodales liant les pieds et poings des masses urbaines, avec l'abolition de lourdes obligations féodales et avec la libre concurrence dans l'industrie, ici la «Révolution Blanche» coïncidait exactement avec la répression des masses urbaines et la consolidation du pouvoir central qui les avaient enchaînés pendant des années et des années. Ceci précisément dans le sens de la consolidation de la domination impérialiste et des intérêts des monopoles impérialistes, pour réprimer de plus en plus l'industrie nationale, la bourgeoisie nationale et la petite-bourgeoisie artisanale et marchande et intensifier de plus en plus l'exploitation du prolétariat.

Depuis des années déjà, la ville expérimentait l'oppression, l'exploitation et la pauvreté issues de la domination impérialiste, et le gardien de cette domination était la même force qui érigeait maintenant la «Révolution Blanche». Alors que dans une révolution bourgeoise, il était nécéssaire pour les masses récemment libérées d'expérimenter les nouvelles conditions pendant des décades afin de comprendre leur nature et de sentir sur elle-même les nouvelles chaînes et la nouvelle domination impitoyable, ici les masses urbaines savaient tout cela bien avant et les évènements de 1342 (1963), particulièrement la révolte du 5 juin furent des réponses aux prétentions du régime. Et si ensuite, les vagues de luttes décrûrent, ce ne fut pas dû à l'acceptation des mensonges du régime par les masses, mais à la violente répression de la lutte. Comment était-il possible de croire en la soi-disant Révolution Blanche face à la pauvreté croissante, les faillites continuelles, l'intensification de l'exploitation par la domination violente du capital étranger et l'engraissement d'une poignée de capitalistes dépendants et de bureaucrates nantis au dépens de la faillite de la bourgeoisie commerçante et artisanale et de l'exploitation brutale des ouvriers ? Ainsi, alors que deux générations devaient passer après la révolution bourgeoise pour que «*l'intérêt des paysans n'est plus par conséquent, comme sous Napoléon, en accord avec les intérêts de la bourgeoisie, avec le capital*» et «*ils trouvent par conséquent, leur allié et leur guide naturel dans le prolétariat des villes, dont la tâche est le renversement de l'ordre bourgeois*»,ici (en Iran (N.D.T.)) d'un point de vue historique, en tant que demi-serfs dans un pays semi-colonisé, semi-féodal, les paysans cherchent leur allié et leur guide naturel dans le prolétariat des villes comme par le passé. En fait, à cause de l'expansion du capital dépendant dans les campagnes, un rapprochement plus étroit s'est effectué entre le prolétariat et la paysannerie. Dans la ville aussi, la domination brutale du capital dépendant éclipsa de plus en plus la contradiction du prolétariat et de la bourgeoisie nationale et spécialement la petite bourgeoisie au profit de leur contradiction avec le capitalisme dépendant et bureaucratique et la domination impérialiste, à travers l'élimination graduelle de la bourgeoisie nationale et la limitation de tout mode de production capitaliste au capitalisme dépendant, causant leur faillite par leurs monopoles impérialistes.

Pourquoi est-ce que de telles différences fondamentales existent-elles ? En fait, l'explication de toute transformation ou développement dans la société serait futile et secondaire sans prendre en considération la principale contradiction du système existant, c'est-à-dire celle entre le peuple et la domination impérialiste. Et le problème de la domination impérialiste doit être considéré non comme un facteur étranger qui joue quand même un rôle, mais plutôt organiquement et comme la base de toute analyse et explication.

Le recours à la force et à la violence contre-révolutionnaire a toujours été partie intégrante de la domination impérialiste. L'impérialisme entreprit l'invasion vers l'Orient en s'appuyant sur sa force politique et militaire, résultat de son pouvoir économique mondial ; il troubla le développement naturel des sociétés orientales en s'appuyant sur cete même violence contre-révolutionnaire, et créa en réalité un développement artificiel en comparaison avec celui des sociétés occidentales. Comme nous le savons, après avoir occupé progressivement les positions du pouvoir économique, la bourgeoisie se met à occuper les positions du pouvoir politique pour consolider de plus en plus son pouvoir économique, mais ici, la domination impérialiste sur l'Orient fut possible seulement après l'agression militaire et politique, et toute continuation de la domination économique a été inévitablement accompagnée de la violence contre-révolutionnaire.

Ainsi, dans le coup d'état de Reza Khan, nous observons la mise en place d'un pouvoir central, sans qu'il soit le reflet d'un pouvoir économique bourgeois, sans que le développement de l'industrie et du commerce intérieurs aient donné à la bourgeoisie l'occasion d'instaurer en vertu de son

pouvoir économique, un pouvoir politique central (ce fut ce même pouvoir central et les mesures prises par lui qui firent croire à certains que le régime de Reza Khan représentait la bourgeoisie nationale). Ainsi, d'un côté nous rencontrons une superstructure politique bourgeoise avec la rupture de l'influence et du pouvoir des seigneurs féodaux locaux, de l'autre côté, nous assistons à la poursuite de l'exploitation féodale et en ce moment, alors que la croissance capitaliste n'a pas encore commencé nous sommes témoins du pouvoir des monopoles capitalistes. Le mode de production féodal change sans qu'aucun changement ne se produise dans le pouvoir politique. Le féodalisme disparaît sans permettre aux paysans de se sentir libres un seul instant. Le féodalisme disparaît alors que la bourgeoisie nationale est réprimée plus que jamais. En fait, avec l'établissement de la domination impérialiste, toutes les contradictions internes de notre société furent masquées par une contradiction qui s'étend à l'échelle mondiale, la contradiction entre le peuple et l'impérialisme. Durant les cinquante dernières années, notre pays a été le théâtre de l'extension de cette contradiction et de l'augmentation quotidienne de la domination impérialiste. Toute évolution doit résoudre cette contradiction et la résolution de cette contradiction est égale à l'instauration du pouvoir du peuple et le renversement de la domination impérialiste.

LE PROBLEME DE L'ETAPE DE LA REVOLUTION.

Le problème de l'étape de la révolution doit aussi être résolu en prêtant attention à ces particularités. Avec l'établissement et l'extension de la domination impérialiste, il y eut premièrement la division du pouvoir politique entre le féodalisme et l'impérialisme suivi par la transformation du féodalisme en féodalisme dépendant et finalement la destruction du féodalisme ; dans ces conditions, la bourgeoisie nationale encore peu développée et affaiblie par la pression du capital étranger perd toute sa capacité à s'organiser en temps que classe et disparaît peu à peu. La bourgeoisie nationale ne peut constituer une force politique indépendante. D'un côté la lutte contre la domination impérialiste, c'est-à-dire le capital international, contient des éléments de la lutte contre le capital lui-même et de l'autre côté, cette lutte a besoin de la large mobilisation des masses. Pour cette raison des éléments d'une révolution socialiste aussi naissent à l'intérieur de cette lutte anti-impérialiste et commencent à se développer dans le courant de la lutte. La bourgeoisie nationale est hésitante et incapable de mobiliser les masses parce qu'en raison de sa nature, elle est incapable d'être persévérante dans une telle lutte et à cause des conditions historiques de son existence et des ses liens avec le capital étranger. La paysannerie non plus ne peut constituer une force politique indépendante à cause de ses conditions matérielles de production.
Ainsi, elle doit se placer sous la direction du prolétariat ou s'en remettre à la bourgeoisie. La seule force restante est le prolétariat ou s'en remettre à la bourgeoisie. La seule force restante est le prolétariat. Bien que le prolétariat soit quantitativement faible, il est très puissant au point de vue qualitatif et capacité d'organisation. En tant que l'ennemi le plus persévérant de la domination impérialiste et féodale et s'appuyant sur la théorie universelle du marxisme-léninisme, le prolétariat peut et doit assurer la direction du mouvement anti-impérialiste. C'est là que se révèlent les différences fondamentales entre une révolution bourgeoise-démocratique nouvelle et les révolutions bourgeoises classiques. Bien que le but immédiat d'une telle révolution soit la fin de la domination impérialiste et la destruction du féodalisme et non l'abolition de la propriété privée bourgeoise mais le caractère anti-impérialiste de la lutte, la mobilisation des masses, la direction prolétarienne de la lutte et le fait que toute survie des rapports capitalistes engendre graduellement l'instauration de liens étroits avec l'impérialisme et la domination de celui-ci, tout ceci coïncide pour créer et faire pousser rapidement les germes de la révolution socialiste au cœur de la révolution bourgeoise-démocratique nouvelle au cours de son développement. C'est ainsi que seulement quelques années après la victoire de la révolution chinoise la direction du prolétariat se transforme en dictature et la révolution socialiste commence en pratique. Voilà ce que démontre par exemple l'expérience chinoise, ainsi que le camarade Mao (7) l'a résumé. Mais maintenant que le féodalisme a été éliminé dans notre pays, peut-on en conclure que la révolution iranienne a dépassé l'étape bourgeoise-démocratique et est entrée dans la phase socialiste ? A mon avis il est faux de poser la question de cette manière. Régis Debray exprime un point intéressant à ce sujet : «... *le nœud du problème repose non pas sur le programme initial de la révolution mais sur la possibilité de résoudre en pratique les problèmes du pouvoir de l'état avant l'étape démocratique bourgeoise et non après. En Amérique Latine l'étape démocratique bourgeoise présuppose la destruction de l'état bourgeois» (Amérique Latine, la longue marche).*

En réalité, la lutte révolutionnaire de notre peuple durant les cinquantes dernières années a fait face à un pouvoir étatique devenu de plus en plus bourgeois dans le processus de la domination croissante de l'impérialisme. A cause de la dépendance politique du féodalisme envers le pouvoir impérialiste, la lutte contre le féodalisme a toujours été dépendante de la lutte anti-impérialiste de notre peuple. Ainsi, plus le féodalisme en tant que mode de production disparaissait, plus l'Etat par conséquence devenait bourgeois dans sa forme et son contenu, les éléments socialistes de la révolution prenait plus d'importance, la lutte contre le capital international se transformait plus en une lutte contre le capital lui-même, et la nécessité de la direction prolétarienne devenait plus évidente. Etant donné que la Réforme Agraire n'a pas agi dans le sens des intérêts de la paysannerie, des slogans tels que «la terre doit appartenir gratuitement à ceux qui la travaillent» et «abolition de toute forme de rançon gouvernementale» sont toujours les slogans fondamentaux de la révolution pour les paysans. D'un côté, considérant les bases limitées et de plus en plus restreintes de la domination impérialiste et par conséquent son recours croissant à la violence contre-révolutionnaire en tant que principal moyen de préservation de la domination impérialiste, et de l'autre côté, gardant à l'esprit la large base de masse de la révolution et le fait que la condition de la victoire de la lutte armée de longue durée, la révolution commence en réalité par les slogans et les programmes les plus généraux et les plus susceptibles de mobiliser les masses, et dans le courant de cette lutte armée de longue durée qui prolétarise les masses objectivement et subjectivement, la révolution réussit et continue à travers les mesures les plus radicales et les plus révolutionnaires. C'est au sein de la lutte armée de longue durée que se développent très rapidement les éléments socialistes d'une révolution bourgeoise démocratique.

C'est la leçon que la Révolution chinoise nous a donné, que la Révolution vietnamienne nous montre et que finalement l'expérience cubaine a prouvé malgré sa brièveté (8).

Notes des éditeurs :

Les notes (1, 2,3) correspondent à la première partie du texte des GFPI (voir LR 3). Nous nous excusons de ce dérèglement. La «Lutte Armée comme Stratégie et comme Tactique» sera publié en plusieurs parties.

1) Il s'agit ici de l'étape de la naissance du mouvement communiste. Aujourd'hui, le mouvement communiste a atteint un stade de développement suffisant pour pouvoir donner des directives précises pour l'action. Transformer le rassemblement simple en rassemblement organisé, le développement spontané en développement conscient et trouver la voie pour se lier aux masses et à leurs luttes.

2) Pour dissiper un malentendu éventuel, il est nécessaire de faire une remarque ici. Il ne s'agit point ici, de nier les principes généraux du marxisme-léninisme. Mais nous parlons de la compréhension de ces principes et du fait de ne pas faire correspondre ces principes aux conditions spécifiques. Par exemple, le principe général selon lequel «La victoire de la révolution est impossible sans un parti révolutionnaire» ne signifie absolument pas que la révolution ne peut commencer sans le parti ou même que les révolutionnaires ne peuvent prendre le pouvoir, car ici, la «victoire de la révolution» doit être comprise dans un vaste contexte historique. Ceci parce que la victoire de la révolution se concrétise, non seulement par la conquête du pouvoir d'Etat, mais aussi par le maintien de ce pouvoir et la continuation de la révolution. Les exemples de Cuba et du Congo Brazzaville témoignent clairement de cette assertion. Contrairement à l'opinion du Che qui disait : «il semble que la révolution cubaine est en contradiction avec le principe léniniste mentionné, la révolution cubaine n'a fait que prouvé la justesse de ce principe (ainsi que le fit le Congo Brazzaville), car nous avons vu que le maintien et la continuation de la révolution rendirent inévitable la création d'un parti prolétarien.

Dans notre approche de Debray, d'autres facteurs tels que ses glissements et ses déviations ainsi que les ambiguïtés de son œuvre ont joué un rôle. Mais il est bon de parler davantage de ce dilemne (le parti ou la lutte de guérilla sans parti) et d'étudier plus profondément le problème. Auparavant ce dilemne semblait naturel. Car notre compréhension du parti et de sa nécessité était superficielle et nous ne distinguions pas son contenu de sa forme. Mais maintenant, ce dilemne n'existe plus pour nous. Et quelle est notre attitude envers ce dilemne apparent, aujourd'hui ? Nous disons qu'il ne faut pas attendre le parti, il faut s'engager dans la lutte armée. Que faites-vous du parti ? Nous demandera-t-on. Nous répondrons : pour nous, la question du parti se posera d'une façon concrète et non générale dans le processus de la lutte. Pourquoi nous voulons le parti indépendant de la classe ouvrière ? Pour

assurer l'hégémonie du prolétariat, continuer la révolution jusqu'au stade du socialisme et ... Nous avons la certitude que pour assurer l'hégémonie du prolétariat et ... l'unité des groupes et organisations prolétariennes dans un parti unique sera nécessaire. Mais actuellement, cette question ne se pose pas d'une manière précise et concrète pour nous. Sachant qu'elle se posera, nous formerons le parti unique de la classe ouvrière à temps et dans le processus de l'unité du peuple autour de ces organisations. Mais maintenant, que la lutte armée commence ! L'unité des groupes et des organisations se pose aussi du point de vue de l'organisation politico-militaire plus vaste de la lutte. Nous résoudrons aussi ce problème au cours de l'action. Ainsi, la création du parti de la classe ouvrière n'est pas un objectif concret dont la lutte armée serait au service de la réalisation. Mais elle indique une nouvelle phase dans la lutte. La phase où la garantie de l'hégémonie du prolétariat se posera comme une question concrète et pressante. Dans le passé nous acceptions la nécessité de la lutte armée en général et la création du parti comme un problème concret. Mais aujourd'hui, la lutte armée se pose comme un problème concret et nous acceptons la nécessité de la création du parti, en général.

3) en parlant des relations de production établies dans les campanges de l'Iran, il faut précisément tenir compte de l'hétérogénéité de la croissance de la production, aussi bien dans les villes que dans les campagnes iraniennes. Malgré cela, on peut parler de la forme principale de propriété, c'est-à-dire la petite propriété. En Iran, la petite propriété est fortement soumise à la domination et l'oppression de la bourgeoisie compradore et bureaucrate. (ici, la location, résultat de la Réforme Agraire, est considérée comme faisant partie de la petite propriété ; car le locataire actuel suit le petit-propriétaire exactement à un pas derrière lui. Selon les lois de la Réforme Agraire, ce locataire se transformera en un petit propriétaire misérable ou en un ouvrier agricole encore plus misérable, ou alors en un vagabond des villes). Mais lorsqu'on parle d'un changement qualitatif dans l'expansion de la domination du capitalisme compradore-bureaucrate (dans les villes et dans les campagnes), c'est-à-dire du contenu même de cette soi-disant Révolution Blanche, il ne faut pas identifier tout de suite le capitalisme avec l'industrie et le développement de la production industrielle. Bien avant de se caractériser par le développement de l'industrie, l'extension de la domination capitaliste dans des pays comme le nôtre se caractérise fondamentalement par le développement du capitalisme bureaucratique et financier. Nous savons qu'un tel développement entraînera aussi inévitablement le développement de l'industrie, mais comment et à quel point ? Nous voyons que ce développement s'effectue d'une manière très hétérogène, incomplète et bureaucratique.

(4) Il ne faut pas confondre le féodalisme avec les féodaux et les grands éléments féodaux dirigeants le pouvoir de l'Etat.

(5) Le régime bluffe en disant que la Révolution Constitutionnelle était incomplète sous la «Révolution Blanche».

(6) Lumière des Aryens (surnom que le Chah s'est fait attribuer) (Ndt).

(7) Cela aurait été mieux de rapporter ici les paroles employées par le camarade MAO, mais ces paroles étant inaccessibles , cela fut impossible.

(8) Il semble nécessaire de mentionner quelques points sur la société semi-féodale semi-coloniale et l'étape de la révolution. A notre avis, il est inutile de prouver que d'un point de vue global et historique, la domination impérialiste est fondamentalement en contradiction avec la domination féodale. Selon Marx, partout où il met les pieds, le capitalisme mondial désintègre (à des degrés divers) les relations existantes et essaie de dissoudre la société qu'il domine au sein de son système mondial. A notre avis, la coexistence entre le féodalisme et le capitalisme est temporaire et tactique et le système féodal se dissout graduellement et inévitablement au sein du système capitaliste mondial. Dans sa forme coloniale, la domination impérialiste commence à réprimer violemment les relations traditionnelles de la société. Dans sa forme semi-coloniale, s'effectue une conciliation et une combinaison entre la domination impérialiste et la domination féodale. Et dans sa forme néo-coloniale, cette société intègre la totalité du système impérialiste en tant qu'élément organique de ce système. La domination impérialiste parcourt une spirale d'évolution dans laquelle la société néo-coloniale est la répétition de la société coloniale mais à un niveau plus développé. Ainsi, en ce qui concerne l'étape de la révolution, nous pouvons dire qu'il existe trois types de révolution démocratique nationale. La révolution démocratique de la société coloniale, la révolution démocratique de la société semi féodale semi-coloniale, et la révolution démocratique de la société néo-coloniale. La révolution démocratique est nationale car elle s'oppose à la domination de l'impérialisme et qu'elle englobe la totalité du peuple. Chacun de ces étapes de la révolution se rapproche d'un degré de la révolution socialiste. Mais l'étape de la révolution n'est pas seulement un problème économique, elle est aussi un problème politique qui dépend du cours pratique de la révolution. La question de savoir quand et comment la révolution continue et entre dans la phase socialiste dépend aussi précisément du fait que le prolétariat et ses avant-gardes aient été capables de prendre en mains la direction de la lutte et d'unifier autour d'eux-mêmes les paysans et la petite-bourgeoisie de gauche.

Ici, nous n'avons pas l'intention de nier la généralité du principe selon lequel «L'insurrection est le travail des masses». Mais il faut l'interpréter et l'expliquer d'un point de vue dialectique. Et il ne faut pas par exemple considérer comme générales, les formes et les formules spécifiques exprimées par Lénine au sujet de la révolution. Selon Lénine, l'avant-garde ne peut inviter les masses à l'insurrection sans avoir la majorité de la classe d'avant-garde et la majorité du peuple activement derrière lui : en d'autres termes, seul une réelle avant-garde qui l'est devenu dans un processus de lutte a le droit d'inviter les masses à l'insurrection.
Alors que dans la conjoncture de Cuba, cette réelle avant-garde ne pouvait naître sans avoir lui-même commencé l'insurrection. Dans de telles conditions, «l'insurrection est le travail des masses» signifie que le développement quotidien de l'insurrection dépend absolument du soutien quotidiennement croissant des masses et que l'insurrection n'aboutira pas sans le soutien actif de la majorité des masses. L'époque de Lénine ne pouvait avoir aucune conception du «commencement de l'insurrection» car elle n'avait aucune conception de la guerre de guérilla de longue durée. A cette époque, l'insurrection formait un processus de courte durée qui commençait avec la participation des masses en grand nombre. Mais aujourd'hui, nous considérons l'insurrection comme une guerre populaire qui commence à mouvoir avec le mouvement du petit moteur de l'avant-garde armé.

G.R.A.P.O. : 2 communiqués

A la classe ouvrière, à tous les peuples opprimés par l'Etat fasciste espagnol :

Notre organisation de résistance armée populaire revendique les actions suivantes :

— Le 13 avril : attaque d'un poste municipal à Valence

— Le 19 avril : exécution à Valence du lieutenant de la police nationale, Emilio Garcia Martinez.

— Le 29 avril : exécution à La Coruna du garde civil Placido Pedreira Alvarez.

Les actions ont été réalisées en réponse à la campagne terroriste mise en marche par le gouvernement du PSOE qui, en un seul mois, a assassiné 6 personnes dans les postes de police municipaux de Séville et Valence et qui a pris comme pratique habituelle la prise militaire de quartiers et villages et l'invasion, sous couvert de la loi anti-terroriste, d'habitations, surtout en Euskadi et à Madrid.

Battues massives de quartiers et villages, assassinats et contrôles, prisons et postes municipaux, tortures sans pitié «style PSOE» dans les commissariats et les casernes, chasse à l'homme et à la femme révolutionnaires, incitation à la délation et à la trahison à coups de millions, lois pour les repentis, promotion aux plus hautes responsabilités dans le domaine de la répression des tortionnaires les plus connus, longues peines à des antifascistes, démocrates et révolutionnaires, carte verte aux assassins fascistes et vivats hystériques de Barrionuevo (1) aux mercenaires, bastonnades sauvages dans les manifestations et actes de protestation des masses sont, en grandes lignes, la «nouvelle» politique terroriste du gouvernement, la solution que le PSOE - de même que ses prédécesseurs - veut imposer pour essayer d'étouffer les cris de liberté et les améliorations sociales de nos peuples et implanter la plus inhumaine surexploitation.

Dans toute cette campagne, il faut noter surtout l'utilisation par le gouvernement, plus massivement que ses prédecesseurs, de tous les moyens de communication qui, à part d'honnêtes exceptions, n'hésitent pas à se mettre à la tête de la diffusion des plus grands mensonges, des calomnies les plus infâmes sur les organisations révolutionnaires et à honorer avec leurs plumes empoisonnées les assassins et les tortionnaires, collaborant ainsi activement à la réaction, en ennemis du peuple. Ils parlent de collaboration entre citoyens et gardent sous le silence les écarts des forces répressives, ils parlent de liberté et de démocratie et ils gardent sous silence la permanence de plus de 700 prisonniers politiques anti-fascistes et les conditions inhumaines de vie qu'ils endurent, ils parlent d'obscurs intérêts des organisations armées populaires et cachent autant qu'ils peuvent les objectifs démocratiques et populaires et la signification sans équivoque anti-fasciste de cette lutte.

Ils ne vont pas y réussir, même avec toute leur démagogie et toute la logorrhée des socialistes et des «hommes de plumes», si le gouvernement continue à accroître sa politique terroriste, s'il continue à envoyer au chômage des milliers de personnes tous les mois, s'il continue à nier les plus minimes libertés politiques, le gouvernement et son Parti, le PSOE, la seule chose qu'ils vont faire, c'est d'aller de crise en crise plus aigüe et arriver à soulever dans le pays une guerre révolutionnaire ouverte. Et ce sera ainsi parce que le peuple ira incorporer massivement la guérilla pour combattre, de la seule façon possible, la réaction et implanter la vraie liberté.

Lorsque notre organisation décréta le cessez-le-feu unilatéral vu les promesses électorales du PSOE, nous avons démontré notre volonté d'arriver à une solution politique dans la crise ouverte du pays. Depuis lors, sans arrêt depuis 6 mois, nous avons réaffirmé que l'unique solution possible à la pacification du pays, c'est l'Amnistie et les libertés politiques pour tous et nous avons démontré, à l'encontre de toutes les infâmies de la presse, notre volonté et disposition au dialogue et le caractère populaire de nos objectifs. Comme toujours c'est le gouvernement qui a renié toutes ses promesses électorales, répondant par l'assassinat, la torture et la surexploitation.

C'est pour ça que les GRAPO réappuyent leurs thèses ; s'il n'y a pas un changement réel, nous continuerons à attaquer de la façon la plus dure et en centrant nos coups sur l'appareil répressif de l'Etat, sur les monopoles et leurs plus hauts représentants. Une fois de plus, nous répétons : le changement réel, la solution des problèmes de notre société se concrétisent par l'alternative KAS (2) en Euskadi et le Programme des Cinq Points pour le reste de l'Etat :

1) Amnistie totale. Suppression de toutes les lois répressives.

2) Epuration de tous les éléments fascistes dans les corps répressifs et autres institutions de l'Etat.

3) Du pain et du travail pour tous. A bas le chômage et la misère du Peuple.

4) Hors de l'OTAN ! Dehors, les forces yankees du pays.

5) Pleines libertés politiques et syndicales. Dissolution du parlement fasciste. Organisation de nouvelles élections et élaboration d'une constitution vraiment démocratique. Droit à l'autodétermination pour la Galice, l'Euskadi et la Catalogne.

DEVANT LE TERRORISME GOUVERNEMENTAL, VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE !
VIVE LA LUTTE ARMEE REVOLUTIONNAIRE !
SANS AMNISTIE ET SANS LIBERTES POLITIQUES POUR TOUS, IL N'Y A AURA PAS DE PAIX !
LA LIVERTE OU LA MORT !
VENCEREMOS !

Mai 1983 **G.R.A.P.O.**
(Groupes de résistance anti-fasciste du premier octobre)

Notes des traducteurs.
(1) Barrionuevo : Ministre de l'Intérieur
(2) KAS : Rassemblement des divers mouvements de gauche basques.

A la classe ouvrière, à tous les peuples opprimés par l'Etat fasciste espagnol :

Le 4 août, un groupe de combat de notre organisation a attaqué et grièvement blessé à Gijon le policier Bruno Crego Collantes, quand celui-ci se dirigeait à son domicile.

Cette action est une première réponse aux plans ZEN et aux projets d'Etat policier que le gouvernement est en train de mettre en pratique sur tout le territoire ; plans ZEN qui permettent à un flic d'assassiner (deux jeunes à Badalona et un mineur à Léon), plans ZEN qui autorisent la prise militaire de quartiers et de villes (Santiago de Compostela, Renteria, Fuenterrabia,...), plans ZEN qui légalisent la torture jusqu'à des cas limites de cynisme (le jeune José Joaquin Olano est hospitalisé après s'être fait massacré par la garde civile à San Sébastien), plans ZEN qui servent à remplir les rues de flics et massacrer, avec une spéciale attention, ouvriers et gens du peuple qui réclament leurs justes revendications ou célèbrent leurs fêtes patronales (Sagunto, Barcelona, Caceres, Renteria - où il y eut plus de 400 blessés en 4 jours ; l'un d'eux, Peio Lindegia, y a perdu son œil unique à cause d'une bombe lacrymogène), plans ZEN, en définitive, qui signi-

fient un Etat d'exception permanent, un Etat de terreur pour paralyser les masses dans leur lutte pour leurs revendications les plus immédiates et qui permet à l'oligarchie de mener en avant tous leurs plans de surexploitation.

Bon, très bien, si c'est la guerre que veut le gouvernement, c'est la guerre qu'il va avoir. Qu'ils ne se fassent aucune illusion ! Les GRAPO n'ont négocié aucune reddition et nous ne rendrons pas les armes comme sont en train de le diffuser les flics-journalistes (ou les flics de la plume) du «BPS-16». Notre organisation l'a déjà redit plusieurs fois : la seule alternative pour pacifier le pays est l'exécution de l'alternative KAS pour l'Euskadi et le programme des Cinq Points pour le reste de l'Etat :

1) Amnistie totale. Suppression de toutes les lois répressives.

2) Epuration de tous les éléments fascistes dans les corps répressifs et autres institutions de l'Etat.

3) Du pain et du travail pour tous. A bas le chômage et la misère du Peuple.

4) Hors de l'OTAN. Dehors les forces yankees du pays.

5) Pleines libertés politiques et syndicales. Dissolution du parlement fasciste. Organisation de nouvelles élections et élaboration d'une constitution vraiment démocratique. Droit à l'autodétermination pour la Galice, l'Euskadi et la Catalogne.

Le gouvernement a une fois de plus la parole. Il sera le seul responsable de ce qui va arriver ici dans quelques temps.

S'il pense qu'en massacrant sans discrimination et en semant la terreur parmi la population, il va paralyser la lutte, bien lui en fasse de ses illusions. Pour notre part, nous continuerons et répondrons à leurs crimes et démesures avec de plus en plus de vigueur et de contondance.

Quand nous verrons des faits, seulement quand nous verrons un changement réel dans l'attitude du gouvernement, notre organisation rangera les armes. L'un ou l'autre : OU AMNISTIE ET LIBERTES POLITIQUES POUR TOUS OU PAS DE PAIX.

VIVE LA LUTTE ARMEE REVOLUTIONNAIRE !

LIBERTE OU MORT !

VENCEREMOS !

Août 1983 GRAPO
(Groupes de résistance anti-fasciste du premier Octobre)

13/08

13/09/83: Communiqué de l'action "17/9 Sabra et Chatila" à Hambourg.

Déclaration du commando.

La révolution palestinienne et libanaise vaincra!

Un commando de l'Organisation " 17 septembre Sabra et Chatila" a, le 13.9.83 à Hambourg, exécuté Ephraim Halpern. Halpern était dirigeant de la "Spezialgerätebau SGH " une société soeur à 100 % de la société US-sioniste " TADIRAN ", le plus important fabricant sioniste d'armes électroniques dont par exemple le système de commande aérienne à distance " Hastif " qui, au Proche-Orient, en Amérique latine et en Afrique sert à tuer des gens. Halpern, un ancien major de l'armée de l'air sioniste, était engagé dans l'alliance impérialiste sioniste par des secrets militaires.
" TADIRAN " et "SGH" sont livrés à l'armée US, à la bundeswehr, au régime raciste d'Afrique du Sud et aux services secrets des régimes militaires d'Amérique latine.
L'alliance impérialiste-sioniste-libanaise s'exerce contre le peuple palestinien par les discriminations brutales, le racisme, le colonialisme et occupe toujours les territoires palestiniens. Cette alliance est soutenue par la République Fédérale alors que les organisations anti-impérialistes ouest-allemandes luttent depuis longtemps contre ce soutien à l'existence raciste et fasciste d'Israël. Le gouvernement ouest-allemand se révèle être une des forces dirigeantes contre les mouvements et les peuples révolutionnaires du monte entier.
Nous exigeons du gouvernement ouest-allemand qu'il cesse tout appui au sionisme et au fascisme. Nous exigeons du gouvernement ouest-allemand qu'il cesse sa politique répressive contre les organisations politiques et sociales qui combattent dans le pays contre la guerre impérialiste et les missiles nucléaires.
Les Organisations révolutionnaires en Europe de l'Ouest et en Turquie, les prisonniers des camps de concentration de l'OTAN continuent leur combat au coeur de la bête impérialiste.
Organisation 17 septembre.
L'unité dans le combat de toutes les forces révolutionnaires vaincra l'impérialisme mondial!

Ligne Rouge est un projet militant d'édition anti-impérialiste.

Le collectif animant le projet des éditions Ligne Rouge limite les activités de Ligne Rouge à la seule production et distribution la plus large de recueils de documents anti-impérialistes offensifs dont il estime réel l'intérêt apporté par ces derniers au mouvement communiste révolutionnaire.

Si le choix de ces documents est partisan dans la mesure où l'identité politique des militants animant Ligne Rouge détermine globalement cet outil, il est néanmoins large puisque la publication de textes vis-à-vis desquels certains membres voire la totalité du collectif se démarque politiquement est parfaitement envisageable, Ligne Rouge n'étant pas l'expression d'une organisation mais un outil d'information, de réflexion et ainsi de combat á la disposition de tous.

Ces documents (textes, interviews, communiqués...) pris en charge par Ligne Rouge recouvrent donc des réalités multiples du combat anti-impérialiste, ils proviennent de pôles politiques différents, de plusieurs époques historiques, de divers pays et continents.

Briser le black-out qui vise certaines facettes - et non des moindres - du combat anti-impérialiste, rompre d'avec les pratiques de censures et d'auto-censure dans lesquelles on se réfugie frileusement, extraire les textes hors des cercles d'initiés couvrant jalousement et stérilement leurs monopoles militants, fouiller dans le passé du mouvement révolutionnaire pour confronter sereinement les expériences hâtivements oubliées avec notre situation, bref, arracher du silence et porter massivement au grand jour notre patrimoine - passé ou présent - de révolutionnaire et l'affirmer comme arme pour notre devenir.

Voilà la tâche que s'est fixé Ligne Rouge, à travers un premier outil : le cahier mensuel des éditions Ligne Rouge.

Ces cahiers présenteront plusieurs documents dont les origines différentes seront volontairement choisies, afin de briser les fausses cloisons de sectes, et d'obtenir des confrontations que nous espèrerons fertiles entre textes anciens et nouveaux, entre documents venant des centres impérialistes et de libération nationales etc...

Afin de nous restituer notre mémoire, de nous donner une vision plus large, plus précise et plus correcte de l'affrontement aujourd'hui, afin donc de nous donner ces armes dans notre combat présent et futur contre l'impérialime, le collectif des éditions Ligne Rouge lance un appel à tous les éléments anti-impérialistes offensifs, à toutes les organisations révolutionnaires, à travers cet outil-qui est le leur.

contact:
BP 1682
Bruxelles 1
Belgique